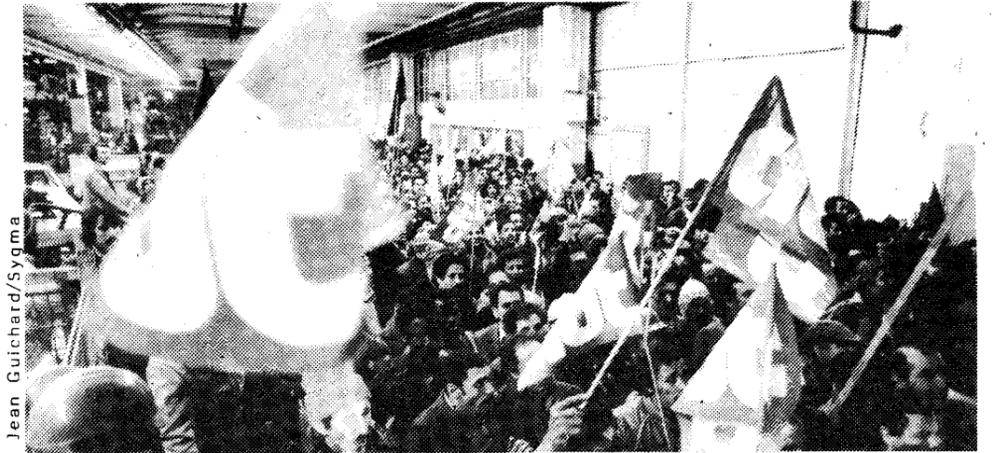


Rompez avec Mitterrand! Il faut un gouvernement ouvrier!

Grève de Talbot



Jean Guichard/Sygma



Le cortège de la LTF à la manifestation "Talbot-Minguettes" du 14 janvier

ce n'est qu'un début...

Ledru/Sygma

Pas un licenciement! Pas une expulsion! Grève générale de l'automobile!

15 JANVIER -- La grève acharnée des courageux ouvriers immigrés de Talbot-Poissy -- isolés, entravés, abandonnés par leurs dirigeants syndicaux traîtres -- s'est terminée par une défaite. Mais après 23 jours d'occupation de la grande usine de la banlieue parisienne, et après avoir repris les bâtiments à la suite de leur expulsion par les brigades de choc des CRS, après la sanglante bataille dans l'atelier B3 où ils se sont défendus contre l'assaut d'un millier de jaunes et de nervis professionnels, ceux de Talbot ont donné un exemple aux militants ouvriers de toute la France. Au moment même où le régime du président "socialiste" François Mitterrand entre dans son agonie, ébranlé par une crise économique apparemment interminable et coincé par les forces de la réaction de plus en plus agressives, la lutte des ouvriers de Talbot aurait pu donner le signal à une vague de grèves refoulant l'offensive conjointe du patronat et du gouvernement et ouvrant ainsi une perspective de luttes révolutionnaires. A un tel tournant, le sort de la France dépend de la construction d'un véritable parti bolchévique qui saura combattre la collaboration de classe et l'oppression raciale et forger une puissante mobilisation ouvrière inspirée par l'exemple de l'actuelle avant-garde des travailleurs immigrés. Tel est le but auquel se voue la Ligue trotskyste.

La grève de Talbot a été comme

un éclair dans le ciel, découpant crûment les contours du paysage politique de la France du front populaire des années 80. Les OS en majorité immigrés, luttant pour préserver leurs emplois, se sont trouvés confrontés à une offensive de toute la classe dirigeante, de la bourgeoisie de droit divin, les petits rois de Peugeot, jusqu'aux managers les plus "éclairés", formés dans les grandes écoles, qui dirigent les sociétés nationalisées au bénéfice du capitalisme français. Rangés aux côtés de la direction de PSA, on trouvait le gouvernement de "gauche", le PS et le PCF, jusqu'aux dirigeants vendus des syndicats qui remplissent leur rôle de pompiers pour éteindre les flammes de la "révolte ouvrière" tant redoutée. Comme dans toutes les importantes batailles de classe, les travailleurs en lutte n'ont pu compter que sur leurs propres forces.

Quand Mitterrand l'a emporté aux élections du 10 mai 1981, cela fut salué par une explosion de joie: des milliers de personnes chantèrent toute la nuit, place de la Bastille, *l'Internationale* et *La vie en rose*. La campagne électorale de Mitterrand a promis le "changement", et pendant les premiers mois de son exercice, le gouvernement Mitterrand-Mauroy a suivi une politique d'expansion, dite de relance. Mais ensuite vint la "rigueur", brutale austérité qui a découragé la classe ouvrière et jeté les petits-bourgeois enragés dans les bras de la réaction. Le

gouvernement de front populaire, qui, dès son premier jour, a voulu "gérer la crise", gère maintenant le chômage et la vie chère. Le ministre de l'industrie Fabius s'appête à "dégraisser" l'appareil productif de l'économie en supprimant un demi-million d'emplois. Face à la banqueroute évidente de la politique économique du régime, dans toutes ses variantes (Cf. "Un front populaire pas très populaire", page 6), ce sont les ouvriers de Talbot qui ont été choisis comme les premières victimes d'un vaste plan de licenciements massifs. Pour le gouvernement et le patronat, et donc pour le mouvement ouvrier aussi (mais en sens inverse), Talbot constitue un "test", une épreuve cruciale dans leur détermination d'"assainir" le capitalisme français sur le dos des travailleurs.

REVOLTE DES ESCLAVES SALARIES A POISSY

L'été dernier, l'administration du groupe PSA (Peugeot), propriétaire de Talbot depuis trois ans, annonçait son intention d'éliminer plus de 4000 postes de travail à l'usine de Poissy (Cf. *le Bolchévique* n°41, août 1983). Face aux débrayages, le gouvernement voulut reporter la décision. En octobre, le ministre de l'emploi Ralite (PCF) accepta les départs en "pré-retraites". Le 7 décembre, quand se répandit la rumeur que les 2905 licenciements prévus seraient ac-

ceptés, plusieurs centaines de travailleurs OS immigrés occupèrent les installations. Dix jours plus tard, le gouvernement annonça triomphalement un accord négocié par Ralite et l'entreprise et accepté par la CGT, qui ramenait le total des licenciements à 1905, accompagnés de plans de formation bidons pour les licenciés. Le premier ministre Mauroy parla de "restructuration industrielle à visage humain". Mais les ouvriers de Talbot concernés par ce plan l'ont presque unanimement rejeté en bloc. La situation est alors devenue explosive, plongeant dans la plus totale confusion staliniens et sociaux-démocrates tant dans les syndicats qu'au conseil des ministres.

Le patronat de choc de Peugeot était néanmoins déterminé à épurer
Suite page 2

Spécial Talbot

Il faut savoir
gagner une grève... 4

Des ouvriers de
Renault-Cléon à Talbot... 5

Grève de Talbot...

Suite de la page 1

un des foyers de la contestation ouvrière, à l'avant-garde dans les grèves de l'automobile de 1982-83. Ils voulaient rétablir les relations de travail paternalistes d'antan, quand les patrons s'apparentaient aux grands planteurs coloniaux. La main d'oeuvre se recrutait dans les villages reculés du Maroc, où les trafiquants esclavagistes de Simca (plus tard Chrysler-France, puis Talbot, aujourd'hui filiale de Peugeot) ont sélectionné quasi-exclusivement des paysans analphabètes. L'usine Talbot-Poissy a le taux le plus élevé d'immigrés en France, avec 53% de travailleurs d'origine étrangère, dont plus de 80% ne savent ni lire ni écrire. Une fois dans la boîte, ils étaient encadrés par le "syndicat" jaune de la CFT/CSL, mélange de maîtres d'esclaves et de tueurs à gage, dont bon nombre sont d'anciens combattants et petits blancs d'Algérie. Une reproduction exacte de la société coloniale au coeur même de l'industrie française. Pendant des décennies de gouvernements de droite, ce système garantissait la "paix sociale" dans l'entreprise. Mais une fois éliminé l'appui de l'Etat, on a vu une véritable révolte

jargon sociologique social-démocrate, de "transferts professionnels", c'est-à-dire de licenciements. La réelle querelle qu'il a avec l'Hôtel Matignon, c'est qu'il n'a pas été consulté sur Talbot (comme pour la grève de la Chapelle-Darblay en novembre dernier) et que, par conséquent, il n'a pas été capable de recevoir ses honoraires habituels pour services rendus à la bourgeoisie.

Quand l'heure a sonné à Talbot, les travailleurs immigrés ont lutté, et comment! Héroïquement, isolés, sans ces directions traîtres et même, aux moments cruciaux, contre elles! Le dénouement fut la bataille du 5 janvier. L'entreprise avait ramené des centaines de contremaîtres et d'autres agents de maîtrise par cars venus de toutes les entreprises de PSA. (Le PFN se vante d'avoir envoyé ses nervis.) Une douzaine de nervis en civil munis de lance-pierres, lances à incendie et (quelques-uns au moins) revolvers, ont pris la tête des charges des "blouses bleues". Face à ces violents assauts, les occupants de l'atelier B3 ont contre-attaqué avec tout ce qui leur tombait sous la main. Il pleuvait des boulons; des pièces entières de carrosserie



5 janvier -- Derrière le bouclier des CRS, les jaunes de la CSL

d'esclaves, à Talbot comme dans le reste du groupe PSA.

Comme il y en a à peu près derrière tout ce qui se passe dans ce pays, il y avait beaucoup de calculs politiques derrière la grève et le lock-out de Talbot. Les experts économiques "socialistes", en décidant quels secteurs étaient trop "gras", étaient certainement conscients que leur tranchoir plongeait profondément dans la base du PCF parmi les ouvriers de l'industrie. La direction de Peugeot, en réclamant avec insistance plusieurs milliers de licenciements tout de suite, a peut-être agi dans le cadre d'une manoeuvre de l'opposition bourgeoise pour forcer la main aux ministres du PCF, qui avaient juré de s'opposer à de nouveaux licenciements dans la région parisienne en 1983. Par contre, les dirigeants "communistes" de la CGT, qui ont pris une position dure contre la grève avec occupation de Talbot, espéraient sans doute garder intacts les strapontins du PCF au gouvernement. Et, confrontée à un sérieux recul aux élections à la sécurité sociale à l'automne dernier, la CFDT d'Edmond Maire a essayé de déborder sur la gauche ses rivaux traditionnels de la CGT. Mais, presque au même moment où il prononce quelques paroles de "compréhension" pour les grévistes de Talbot, et où il agite la menace d'une "révolte ouvrière", Maire parle aussi, dans le

étaient lancées du haut des passerelles. Après plus d'une heure, les assaillants furent retirés par l'administration et les centaines de grévistes sont restés dans leur citadelle assiégée. A l'extérieur, les jaunes racistes frustrés hurlaient "Au four!" A ce moment-là, la CFDT abandonna le combat. "Maintenant j'ai peur", dit le leader cédétiste de Talbot, Jean-Pierre Noual. Au lieu d'appeler des renforts d'urgence provenant des usines à quelques dizaines de minutes de distance (Renault-Flins, Citroën-Aulnay), la CFDT appela... la police. Dix heures plus tard, les grévistes furent de nouveau évacués des bâtiments entre deux lignes de CRS. Tout de suite après, l'administration déclara un lock-out pour plusieurs jours, et la CFDT déclara la grève terminée.

IL FAUT SAVOIR GAGNER UNE GREVE

Depuis le début, diverses composantes de l'"extrême gauche" ont lancé un tir de barrage de tracts, déversant une propagande de masse bidon autour de la grève de Talbot. La Ligue trotskyste, elle, a cherché des moyens concrets pour étendre la grève et gagner des militants syndicaux à la perspective d'une lutte révolutionnaire contre le front populaire. A l'usine Renault-Cléon,



A la manifestation "Talbot-Minguettes", la LTF avance une perspective pour gagner

un de nos camarades a pris l'initiative d'organiser une délégation unitaire composée de membres de la CGT et d'autres ouvriers de Cléon; le 29 décembre, ils se rendirent à l'usine Talbot de Poissy pour exprimer leur solidarité avec les ouvriers immigrés en grève. Un compte-rendu de Gilles Cazin aux ouvriers de Cléon, relatant la visite de cette délégation (lettre reproduite et distribuée par la suite, en français et en arabe, par la LTF) appelait notamment à l'élection de comités de grève pour diriger une grève générale de l'automobile, et réclamait également l'extension de la grève aux sous-traitants et aux industries liées à l'automobile, comme la sidérurgie et les transports; une grève immédiate de 24 heures à Renault-Cléon, pour jeter les bases d'une grève nationale de l'automobile; la CSL et les jaunes hors de Talbot-Poissy; l'occupation de l'usine avec des piquets de masse pour se protéger contre le lock-out décrété par les patrons de Peugeot; et les pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs étrangers.

La Ligue trotskyste a été pratiquement la seule à faire le lien entre l'offensive du gouvernement et du patronat contre les ouvriers de Talbot et la campagne de terreur raciste des flics et des fascistes contre les quartiers immigrés qui a eu lieu en France pendant les neuf derniers mois. Déjà, pendant la grève, un supplément au *Bolchévik* (12 décembre 1983) soulignait que "le gouvernement et les capitalistes voudraient que les immigrés constituent une sous-classe ouvrière, sans droits, exploitables à volonté et utilisables contre les ouvriers français et vice-versa. Et c'est l'escalade des expulsions, contrôles d'identité, ratonnades, assassinats d'immigrés en toute impunité. Et pendant ce temps-là, les licenciements continuent à pleuvoir... Derrière ces attaques contre les immigrés, c'est toute la classe ouvrière qui est visée [...]. Talbot ne doit pas rester isolé! [...] Pour une grève générale de l'automobile contre les licenciements et pour arrêter la campagne raciste! [...] Contre les discriminations sexuelles et raciales et contre la politique de division patronale: grille unique! A travail égal, salaire égal! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés!" La LTF appelait aussi à des groupes de défense ouvriers/immigrés. A la marche "Pour les grévistes de Talbot contre le racisme" du 14 janvier, nos mots d'ordre étaient "Flics hors des quartiers immigrés!" et "Contre les fascistes, contre les racistes, milices ouvrières!" En face de la terreur raciste et du sabotage de la grève de Talbot, certains immigrés commencent à réclamer le "droit au retour dans la dignité" (c'est-à-dire avec quelques dizaines de milliers de francs) dans leur pays d'origine. Ces sentiments de défaite sont nés du refus du mouvement ouvrier français de soutenir les grévistes, et du manque de confiance dans la victoire parmi les grévistes qui n'ont pas trouvé d'alternative. La banderole de la LTF proclamait au contraire: "Ne faites pas les valises -- Aucun licenciement ni

expulsion -- Pour une grève générale de l'automobile!"

Il ne suffit pas de montrer du doigt l'ennemi -- ce qu'il faut, c'est un programme pour gagner la grève. Et alors que la crise du capitalisme français s'aggrave sans cesse, ce ne peut être qu'un programme de lutte révolutionnaire. Une grève générale de l'automobile doit avancer une série de revendications pour combattre la menace de licenciements qui plane aujourd'hui au-dessus des têtes de millions de travailleurs. Quand les bureaucrates de la CFDT et leurs amis d'"extrême gauche" parlent de négocier la semaine de 35 heures, c'est dans le cadre du programme de Mitterrand pour la "restructuration" de l'industrie française; ainsi, que ça leur plaise ou non, ils doivent accepter les licenciements. La LTF a appelé à une augmentation de salaire pour toutes les catégories combinée avec une échelle mobile des salaires et des heures de travail: il faut compenser complètement les ravages de l'inflation et partager le travail disponible entre toutes les mains ouvrières sans réduction de salaire. Les travailleurs doivent arracher le contrôle de l'embauche des mains des patrons en instituant le contrôle syndical sur l'embauche.

Et les prétendues pertes du groupe PSA? Pour des technocrates comme Chevènement et des ex-gauchistes comme Krivine, la réponse réformiste c'est la nationalisation. En Grande-Bretagne, on appelle ce programme de subventions à des patrons banqueroutiers "ash-can socialism" [le socialisme des dépotoirs]. Et Renault est déjà nationalisé, mais ce n'est pas ça qui y empêchera les licenciements. Les trotskystes exigent l'ouverture des livres de compte des capitalistes pour rendre publiques leurs magouilles, y compris le refus des patrons de Peugeot d'investir à Talbot. Surtout dans le secteur nationalisé, il faut arracher les usines des mains de la direction capitaliste et les transformer en bastions du contrôle ouvrier de la production. Et contre le programme social-démocrate

Suite page 10

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, Section de la tendance spartaciste internationale, pour reformer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: Josiane Alder (réalisation), William Cazenave (rédacteur en chef), Marc Delvaux, Suzanne Girard, Henri Riemann, Jean Thimault. DIFFUSION: Jean-Luc Guillemain DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte.

Pour toute correspondance:

• Paris: Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris cédex 10 (Téléphone: 208.01.49)
• Rouen: M. Benoit, B.P. 817, 76009 Rouen cédex (Téléphone: 35-71.20.86)

Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra, 75020 Paris.

Commission paritaire: n° 59267

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Le final parisien de la Marche des Minguettes, ce fut la rencontre d'une génération. Des dizaines de milliers de jeunes de la deuxième génération -- qui ont pris le nom de "beurs" --, en butte à une terreur raciste quotidienne dans leurs quartiers, ont découvert qu'ils n'étaient pas seuls dans leur coin.

C'est une génération jalouse de son "autonomie", qui se dit hostile à la politique, méfiante vis-à-vis de ce qu'ils voient comme des tentatives de "récupération": Ce n'est pas surprenant. C'est une génération laissée pour compte par la gauche réformiste. Pour le PS et le PCF, gérants du capitalisme français en pleine pourriture, ces jeunes auxquels ils ne peuvent offrir ni travail ni formation sérieuse, les beurs ne peuvent être qu'une "classe dangereuse", des voyous qu'il faut mater par un dispositif policier permanent. Et ce ne sont pas les promesses creuses formulées dans la soirée du 3 décembre 1983 qui changeront cette situation.

Un jeune de Nanterre a bien posé le problème: "A quoi sert de faire une marche si c'est une mobilisation ponctuelle. Ce qu'il faut, c'est être capable de réagir immédiatement et en force lorsqu'il y a un crime raciste. Actuellement, tout le monde se donne bonne conscience avec cette marche, mais demain, lorsqu'elle sera terminée, est-ce qu'il y aura des mouvements importants dès qu'un jeune se fera tuer parce qu'il a le teint basané et les cheveux frisés?" (Libération, 3-4 décembre 1983). Quelle riposte, en effet, aux attaques racistes? Comment mobiliser dans cette lutte la puissance démontrée par les ouvriers immigrés de l'automobile dans leurs grèves? La tentative de faire la jonction -- la manifestation du 14 janvier à Paris, organisée par le Collectif des jeunes et quelques grévistes de Talbot-Poissey -- a été un échec. La raison en fut le refus des organisateurs de cette manifestation de se confronter au gouvernement, à sa politique d'austérité anti-ouvrière et à son appui à la terreur raciste.

RECUPERATION

"Face à ce déchaînement de la 'haine raciale' voilà que l'on nous 'balance' une marche pacifiste non-violente style 'Martin Luther King' des années soixante, version banlieusarde des Minguettes revue et corrigée par le père Delorme" (Rachida Azzoug et Kaïssa Titous dans *Sans frontière*, décembre 1983). C'est la meilleure description de la Marche des Minguettes que nous ayons vue. Evidemment, les auteurs ne sont pas des trotskystes, mais cela exprime le point de vue de toute une couche de beurs, méfiants vis-à-vis des organisateurs de la marche. Elles ont quand même appelé à soutenir la marche, car "une dynamique se créait qui allait enfin permettre de réunir les conditions d'une réelle autonomie de la jeunesse issue de l'immigration".

Pour beaucoup, la manifestation du 3 décembre était le premier acte politique de leur vie. Nous n'allons pas faire l'erreur d'identifier ces dizaines de milliers de personnes, ni avec les 40 marcheurs des Minguettes, ni avec le père Delorme et son culte de Gandhi, ni avec le sous-ministre Georgina Dufoix, qui a justifié les meurtres racistes de l'été avec une référence au "bruit" des "musulmans", et qui s'est faite chahuter à la fin de la marche.

Cependant, cette marche avait une ligne politique nullement autonome du gouvernement Mitterrand. Elle ne pouvait avoir d'autre point culminant que d'être reçue par Mitterrand lui-même; si cela est une victoire, que dire alors du fameux petit déjeuner auquel Giscard a invité des éboueurs (immigrés) il y a quelques années?

En vérité, l'interdiction des banderoles, des mots d'ordre politiques, etc. ne protégeait personne de la "récupération". La véritable manipulation, c'était d'imposer une ligne pacifiste qui livre les jeunes sans défense aux tueurs racistes et de ramper devant eux, comme Mitterrand et Gaston ("Marseille-Sécurité") Defferre, qui ont donné le feu vert aux contrôles policiers et à la chasse

Les Beurs et les Minguettes

Une seule solution, la révolution!



Paris, 3 décembre 1983 -- Arrivée de la Marche des Minguettes

aux faciès qui s'ensuit.

Bien sûr, le PS, le PSU et les pseudo-révolutionnaires, comme la LCR, qui les suivent, ont accepté ces conditions. Mais ils avaient tout intérêt à faire passer une ligne pro-gouvernementale. Mais les suivistes qui ne se battent pas ouvertement pour un programme révolutionnaire ne gagneront jamais le respect des jeunes qui poseront, tôt ou tard, la question de comment en finir une fois pour toutes avec leur oppression.

D'après Delorme, ce sont les marcheurs qui auraient récupéré le gouvernement et non l'inverse. On a vu des ministres faire un bout de chemin avec les marcheurs dans le seul but des conférences de presse. Et alors? Pas une seule revendication qui touchait les vraies questions: logement, chômage, terreur raciste. Car, cela impliquerait un clash avec le gouvernement.

Une seule chose a été accordée aux marcheurs: la carte unique de dix ans pour les immigrés en France "depuis un certain temps" -- l'idée que Defferre va punir les auteurs des crimes racistes n'est vraiment pas sérieuse. La revendication numéro un des soi-disant "gauchistes", la carte unique, est un bel exemple de la tromperie de ce gouvernement. Elle exclut les "sans-papiers", et le gouvernement continue les expulsions. Mais plus fondamental, cette fameuse carte veut dire que pendant dix ans on a le "droit" d'être traité comme un corps étranger dans la société française, ségrégué et traqué, obligé de rapporter tout déplacement à la police. L'apartheid version française, en somme. Cela va de pair avec la notion aberrante et obscène que quelqu'un ayant vécu vingt ans en France, s'étant ruiné la santé en produisant les richesses de ce pays, reste toujours un "immigré". Nous disons: Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés! Pas une seule expulsion -- ceux qui ont pu traverser les frontières ont le droit de rester ici!

Ces résultats, si dérisoires pour des gens si "responsables", expliquent pourquoi ils se sont acharnés à étouffer toute divergence politique le 3 décembre.

"ANTIRACISME" OU LUTTE CONTRE L'OPPRESSION RACIALE?

De toute façon, la carte unique ne répond nullement à la situation des beurs. Nés en France, ils sont soi-disant citoyens français. A l'encontre de leurs pères, que le capitalisme a fait venir pour les exploiter sans pitié, la deuxième génération est pour la plupart exclue du monde du travail, ce qui explique l'acharnement des racistes: les "bougnoles" qu'on ne peut renvoyer chez eux... Pour la deuxième génération, le

capitalisme c'est l'impasse totale: seule la révolution socialiste peut leur donner un travail, une formation, un accès aux universités, en abolissant la pénurie née du chaos économique du capitalisme.

Le pacifisme des prêcheurs comme Gandhi ou Martin Luther King, consciemment repris comme modèle par les organisateurs de la marche, est une idéologie de soumission. Ce n'est pas la "violence aveugle", et surtout pas la violence des oppresseurs, qui les préoccupe, mais la violence légitime des opprimés, que ce soient les révoltes spontanées ou les tentatives d'autodéfense organisée. Et pour cela, les pacifistes ne se contentent pas de prôner les appels futiles à la "bonne conscience" de la classe dirigeante; ils soutiennent carrément la répression: comme Martin Luther King l'a déclaré lors des soulèvements des ghettos noirs en 1965, "il fallait qu'une force de police aussi puissante que possible soit envoyée pour les mater!"

"Un képi reste un képi", a-t-on dit dans les quartiers immigrés de Gennevilliers; "il n'y a rien à attendre de la volaille, même s'ils nous laissent faire joujou avec leur talkie-walkie", constate un jeune (*Sans frontière*, été 1983). Très juste. Alors, comment les prêtres et les sociaux-démocrates pensent-ils arriver à détourner la rage contre l'occupation policière des quartiers immigrés dans un pacifisme impuissant? Avec la notion libérale que le problème fondamental c'est les idées racistes dans la tête des gens. Cela prend appui sur l'expérience vécue des jeunes. Que voient-ils? Le commerçant qui les insulte et les harcèle; le voisin qui prend son 22 long rifle et canarde les gosses; le flic qui les contrôle, matraque... et tue. Ainsi, le monde se divise entre "beaufs" et beurs. Mais s'affirmer comme "beur" est soit lancer un défi suicidaire à l'ensemble de la société française, soit -- et c'est évidemment l'intention des curés et de leurs partisans -- réduire la lutte contre la terreur raciste à des sermonnettes sur le "pluralisme". Et voilà que l'on en arrive à l'idée que la prochaine campagne nationale doit être un "carnaval de toutes les cultures" et pourquoi la "riposte" au meeting de Le Pen à Lyon, le 14 janvier, consistait en une fête culturelle.

"Se faire connaître" des psychopates fascistes est déjà en soi assez aberrant; mais le véritable problème est que c'est le système d'oppression raciale qui produit les idées racistes et non le contraire. C'est le fonctionnement du système répressif qui domine. Le 19 novembre, un douanier abat un Algérien à Marseille. Militant du PS, cet assassin est même, semblait-il, un "militant antiraciste". Il

n'empêche qu'il faisait là son travail de flicage: "Un képi reste un képi."

Le système de justice sanctionne plus durement le meurtre d'un chien que le meurtre d'un immigré. Pourquoi? Les immigrés sont transformés en gibier pour les ratonnades parce que cette "main d'oeuvre" bon marché est enfermée dans les ghettos et rejetée de la société française comme des parias. C'est cette ségrégation sociale qui est fondamentale; l'idéologie qui traite les immigrés de sous-hommes est son excroissance.

Un système basé sur la production pour le profit -- le capitalisme -- ne peut que rejeter des milliers de jeunes et plus particulièrement les "basanés" aux enfers. La crise exacerbe l'oppression raciale. Les manifestants rentrant de la Marche des Minguettes sont contrôlés par les flics, les CRS font une descente sur le foyer Sonacotra de Villiers-sur-Marne, le gouvernement envoie ses flics sur les facs pour mettre en vigueur ses quotas racistes. Le 5 janvier, c'est l'attaque des nervis de la CSL contre les grévistes de Talbot-Poissey, une explosion de haine raciste et de haine de classe.

Alors, que vaut-elle, la démonstration que "les beurs ne sont pas des voyous"? Les juifs devaient-ils "convaincre" les nazis de leur innocence? La manifestation pacifique des Algériens à Paris en octobre 1961 a-t-elle réduit d'un pouce l'acharnement meurtrier des assassins enragés du colonialisme français?

Comment se défendre contre la terreur de l'Etat bourgeois? Les beurs ont le sentiment d'être seuls contre tous, abandonnés par les directions syndicales et les réformistes chauvins, isolés dans les quartiers. Ils n'ont pas la puissance sociale démontrée ces dernières années par leurs pères dans les grèves de l'automobile.

Tout le monde fait des comparaisons entre le mouvement des beurs et celui des Noirs aux Etats-Unis. "Beur is beautiful", titre *Libération*. Et comme le pacifisme traître de Martin Luther King fut contesté par un nationalisme noir militant, les pères Delorme risquent fortement d'être contestés par des jeunes beurs se tournant vers le modèle du "Black Power".

Mais même avec un poids social beaucoup plus lourd -- 10% de la population avec 400 ans d'histoire --, le mouvement nationaliste noir s'est retrouvé face au choix historiquement posé aux Noirs américains: donner un contenu anticapitaliste aux slogans de "Black Power", forger des liens avec la classe ouvrière noire -- et blanche -- ou se cantonner dans un séparatisme impuissant. Le nationalisme noir a vu ses meilleurs militants abattus dans un combat inégal contre la répression bourgeoise; les autres se faisant simplement acheter par leurs oppresseurs.

Nos camarades aux Etats-Unis disent: "La révolution américaine a besoin d'une direction noire." Cela veut dire qu'il faut forger un parti léniniste intégré dans le combat contre l'oppression raciale. Au lieu de prêcher abstraitement l'unité de la classe ouvrière, qui, dans la bouche des réformistes et des opportunistes, revient à accepter le statu quo, à ignorer la trop réelle division de la classe, la Ligue trotskyste pense que la classe ouvrière française sera gagnée à la lutte contre l'oppression raciale par la compréhension qu'il s'agit là de défendre l'avant-garde du combat contre l'austérité anti-ouvrière imposée par les gérants réformistes du capitalisme en crise, comme c'était posé à brûle-pourpoint, et très concrètement, dans les grèves de l'automobile en 1982 et 1983.

Pour cela, il faut trouver le chemin de la mobilisation de cette classe ouvrière et construire un parti léniniste, porteur d'un programme révolutionnaire anticapitaliste. Si le chauvinisme de toute la gauche française est aujourd'hui un repoussoir fantastique, dégoûtant les jeunes beurs de "la politique", nous sommes confiants qu'ils prendront leur place dans la lutte pour la construction d'un tel parti. Leur choix est dramatique. Ils subissent chaque jour les effets de la barbarie capitaliste; seule la révolution prolétarienne leur offre une porte de salut!

Prochainement -- "Les Beurs et la classe ouvrière"

Spécial Talbot

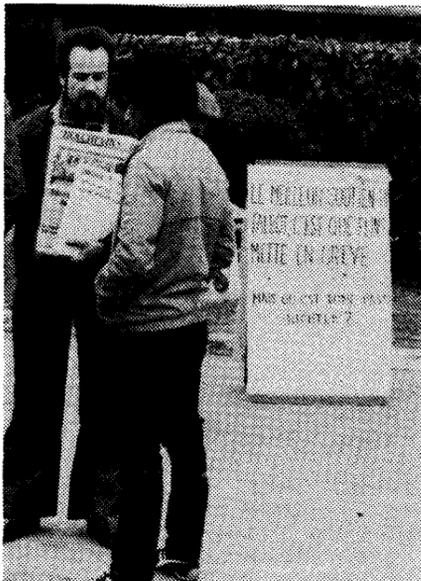
Trahisons en chaîne

Il faut savoir gagner une grève

Tout le déroulement de la grève de Talbot a été l'illustration graphique de la politique traître des directions ouvrières réformistes. Une nouvelle fois, est apparu le besoin urgent d'une nouvelle direction ouvrière, armée du programme révolutionnaire, pour remplacer ces directions faillies accrochées au demi-cadavre politique de Mitterrand. Malgré leur héroïque résistance, les travailleurs de Talbot sont restés désespérément isolés. De leur abandon par les directions ouvrières a surgi ce qui aurait pu être l'instrument militant pour dépasser la concurrence obscène des appareils syndicaux -- un comité de grève --, mais qui, faute de perspective programmatique, s'est engagé dans l'impasse de la revendication du "droit au retour". La responsabilité totale en incombe aux stalinien, sociaux-démocrates et à leurs auxiliaires d'"extrême gauche", tous cramponnés, à un degré ou un autre, au char de Mitterrand.

"PRODUISONS FRANÇAIS" BRISEUR DE GREVE

Dès que PSA annonça, l'été dernier, les suppressions d'emplois, la CGT



10 janvier -- Vente du Bolchévick à Flins. Au meeting CFDT à Talbot, le lendemain, Richter viendra se justifier -- mal -- auprès d'un militant de la LTF.

proclama son refus des licenciements, tout en enfourchant ce qui allait devenir son cheval de "bataille": "Talbot vivra" -- concrétisation locale du chauvin "Produisons français", et qui la conduira à accepter les licenciements. 1905 licenciements. "Une ouverture positive", oseront déclarer les bureaucrates de la CGT. Dès lors, ils saboteront ouvertement la grève. Fini le refus des licenciements, ils ne font plus désormais que les "déplorer". Et devant le rejet par les travailleurs de l'accord gouvernement-PSA, la CGT se rabattra sur le "refus des licenciements arbitraires", c'est-à-dire pour les licenciements volontaires négociés par les "responsables syndicaux".

Dans les jours qui suivirent l'acceptation par la CGT de l'accord, les ouvriers les plus combattifs commencent à échapper à son contrôle. Le centre névralgique de la lutte, l'allée du B3, résonnait de la colère des militants CGT. Pendant que, du fond de ses bureaux de Montreuil, Sainjon, secrétaire général de la CGT métallurgie, décrétait la non-

existence de la grève, "Madame Tréhel" (comme l'appelleront dorénavant les ouvriers immigrés en rébellion) au fur et à mesure de la lutte osait de moins en moins se montrer devant les grévistes. Incapables de répondre à la méfiance et à la colère croissantes de leur propre base, les bonzes de la CGT vont se lancer dans une campagne de dénominations tous azimuts, accusant pêle-mêle les journalistes, les associations d'immigrés et les traditionnels "éléments extérieurs" d'être responsables de tous leurs maux. Manoeuvre bien incapable de camoufler une trahison trop visible. En fait d'"éléments extérieurs", les plus actifs furent les nervis de la CSL recrutés dans la région parisienne et contre lesquels la CGT et la CFDT se sont bien gardées d'appeler à la rescousse les milliers d'ouvriers des usines automobile environnantes!

Seule activité visible de la CGT à l'intérieur de l'usine: la dénonciation des soi-disant "provocations". Ainsi, par exemple, le 29 décembre "Madame Tréhel" dénoncera la "provocation" consistant à avoir refoulé des abords du B3 les jaunes envoyés par la direction de PSA: "Nous ne nous opposons pas à ce que les équipes d'entretien interviennent. Nous empêcherons toute provocation et nous appellerons les ouvriers présents qui assurent la sécurité à faire preuve de calme [...]. Nous sommes pour le dialogue avec tous les salariés de l'usine" (la Tribune, syndicat CGT-Peugeot Talbot, 2 janvier). La même Tréhel, essayant péniblement de faire passer cette ligne aux ouvriers, ira jusqu'à expliquer qu'ils étaient déjà tombés dans une provocation le 24 décembre. Elle avouera que la "provocation" en question avait été d'empêcher, contre l'avis de la CGT, la sortie de cent voitures du parc... sortie négociée -- de l'aveu même de la Tribune -- entre la CGT et la direction! Dans la même veine du dialogue avec les briseurs de grève (et suivie bientôt par la CFDT), elle proposa le 3 janvier un référendum de l'ensemble (jaunes inclus!) du personnel. Et la CSL, baptisée pour l'occasion "syndicat" par Krasucki, fera évidemment sienne avec enthousiasme cette proposition! Pour finir, Krasucki reprit, dans sa déclaration du 5 janvier, les termes mêmes du patronat de PSA pour dénoncer sa propre base comme des "extrémistes manipulés par des éléments extérieurs".

LA RESPONSABILITE DE LA CFDT DANS LA DEFAITE

Les cris des stalinien à l'irresponsabilité de la CFDT ont été une occasion pour l'anticommuniste Edmond Maire de redorer à peu de frais son blason. Celui qui, il y a encore quelques mois, calculait pour le gouvernement le salaire minimum à partir duquel il ne fallait plus espérer d'augmentation s'est permis de laisser tomber du coin de la bouche quelques mots de "compréhension" benoîtement jésuitique à l'égard de sa section de Talbot. Mais ses quelques déclarations fracassantes à l'encontre du gouvernement et du patronat ne peuvent camoufler que sa critique essentielle est de ne pas avoir été invité au marchandage qui décida les licenciements.

Pendant ce temps, sa petite section de Talbot, implantée principalement chez les cols blancs avec une petite influence au B3, a cru pouvoir enfourcher le cheval fougueux de la base

cégétiste qui glissait sous les pieds des Nora Tréhel, Sainjon et autres Krasucki. Mais, le "Non aux licenciements" de la CFDT-Talbot était avant tout une préoccupation de répondre à la pression militante; à aucun moment, elle ne s'est en effet donné les moyens de sa politique affichée. C'est-à-dire la recherche de l'extension de la lutte au-delà des limites étroites de Talbot. La baudruche s'est dégonflée quand, avec les affrontements des 4 et 5 janvier, les événements ont commencé à prendre une tournure où les seuls discours n'étaient plus à l'ordre du jour. La CFDT abandonna carrément le "Non aux licenciements", proposant à la direction de les transformer temporairement en "chômage technique". Et elle finit le lendemain par appeler les flics à la rescousse!

Le conseiller, "l'idéologue de la grève" (comme écrira Libération), Daniel Richter, dirigeant bien connu de la CFDT-Flins, ne cherchera pas à concrétiser sa solidarité et ses prétentions "gauche" jusqu'à mettre Flins en grève. En fait, Richter, animateur d'un "regroupement oppositionnel" à l'intérieur de la CFDT -- une espèce d'opposition à Sa Majesté Edmond Maire --, n'a cherché qu'à se draper du manteau de la combativité pour regonfler ses troupes et faire pression sur les "structures" (comprendre les fédérations).

DANS L'OMBRE DE LA CFDT...

Il est particulièrement ironique de voir, au dernier comité directeur du PS, Bachy, secrétaire aux entreprises, déclarer: "Richter intervenait davantage comme militant de la Ligue communiste révolutionnaire" (le Canard enchaîné, 11 janvier). Ce Bachy n'est peut-être pas très bien informé, mais il a mis le doigt sur quelque chose. En réalité, c'est la LCR qui s'est fondue dans la CFDT, complètement à la traîne de Richter. Et dans le dernier Rouge (13-19 janvier), on voit la LCR se démentir pour excuser les petits bureaucrates de la CFDT-Talbot. Et pour cause, pendant toute la grève la LCR a suivi, si ce n'est conseillé, la politique de ladite section. A aucun moment, elle n'a combattu pour une grève générale de l'automobile, ni même pour la constitution de piquets de masse pour se défendre contre la CSL. Toute sa politique n'a visé qu'à faire pression sur le gouvernement anti-ouvrier de Mitterrand. Elle s'est même crue revenue aux premiers jours du gouvernement "de gauche", en implorant Mitterrand de nationaliser Peugeot. Et même d'interdire les licenciements. Version LCR de la campagne incroyablement parlementariste du très social-démocrate PCI pour une manifestation devant l'Assemblée nationale pour réclamer une loi contre les licenciements! La revendication de nationalisation de PSA a été reprise par la Ligue socialiste des travailleurs (LST), liée internationalement à l'aventurier argentin Nahuel Moreno, qui tentera de lui donner une couverture "gauche" en faisant les références rituelles au contrôle ouvrier. Autre couverture de gauche à sa politique capitalarde, la LST appela aussi à une grève générale de l'automobile, même à des "groupes de défense" et à un comité de grève -- mais sous la rubrique "Unité CGT-CFDT". Mais, camarades, l'unité des appareils bureaucratiques de la CGT et de

la CFDT s'est finalement réalisée... pour liquider la grève de Talbot!

BALAYEZ LES BUREAUCRATES!

La lutte du printemps 82 contre la CSL a fait émerger une couche de militants en majorité maghrébins qui ont construit la CGT dans la lutte. La direction Tréhel et Cie les a utilisés comme base de manoeuvre. Aujourd'hui, face à la trahison bureaucratique ouverte et sous les coups de butoir de la combativité ouvrière, le contrôle bureaucratique de Tréhel et autres Bongiorno a volé en éclats. Et, les militants CGT ont forcé, à la base, les frontières avec la CFDT. Ainsi, quand la direction de la CGT a appelé à une "consultation" interne de la section le 28 décembre, la colère de sa base, qui voulait une réunion publique pour confronter Nora et ses acolytes, entraîna la base de la CFDT dans le coin de l'atelier peinture où était convoquée l'assemblée. L'anticommuniste Libération n'a voulu voir dans cette réunion, qu'il qualifia de "clandestine", qu'une tentative de Tréhel de récupérer sa base. Mais ce dont il s'agissait en fait, c'est de la fusion, contre les directions bureaucratiques, de la base militante des deux syndicats.

Le comité de grève constitué le 3 janvier, s'il n'était qu'un "référendum" en faveur d'un comité de grève et de la poursuite de la lutte et en défiance des bureaucrates syndicaux, n'en représentait pas moins la base pour une véritable direction alternative à la grève. Mais désarmé par l'isolement et sans un programme pour gagner -- le programme révolutionnaire --, le comité de grève s'est rabattu sur la fausse solution du "droit au retour dans la dignité", apparue au devant de la scène le 24 décembre. Cette revendication est le fruit amer de la trahison. Comme des ouvriers maghrébins l'exprimaient dans la cafétéria du B3 après l'acceptation du plan gouvernemental par la CGT: "Si la CGT est pour les licenciements, on va se retrouver chômeurs. Ça va augmenter le racisme. Il faut mieux rentrer avec nos droits."

Cette revendication avait d'ailleurs été fortement suggérée dès le début par la CGT qui, dans le cadre de l'aménagement des licenciements, réclamait "une prime de départ à ceux qui le souhaitent". Et la CFDT, réticente au début, finira par réclamer, comme la CGT, des licenciements et des expulsions volontaires: "Ce ne sont pas les 1905 licenciés qui, contraints et forcés, doivent pouvoir 'en bénéficier' [du droit au retour] mais, ceux qui le désirent parmi tous les travailleurs immigrés de Talbot, permettant, ainsi, de contribuer à l'annulation des licenciements actuels." Une nouvelle idée à suggérer à leur "camarade" Fabius pour les "mutations industrielles", n'est-ce pas?

Talbot est une confirmation dramatique de la nécessité d'une direction révolutionnaire pour conduire les travailleurs à la victoire. Tout en reconnaissant les limites dues à notre situation de petit groupe de propagande, la Ligue trotskyste a pu intervenir de façon exemplaire dans la lutte de classe et, avec des dizaines de militants rencontrés pendant cette grève, la LTF a insisté sur la nécessité d'une direction armée d'un programme révolutionnaire pour diriger la grève. Contre les liquidateurs, il faut savoir gagner une grève!

Des ouvriers de Renault-Cléon à Talbot

Le 29 décembre dernier, une délégation d'ouvriers de l'usine Renault-Cléon (dans la région rouennaise) s'est rendue à Talbot-Poissy. Comme le déclara à la centaine de grévistes réunis dans le B3 notre camarade Gilles Cazin, ouvrier à Cléon depuis 10 ans et initiateur de cette délégation: "[...] le sens de cette délégation, évidemment c'est le soutien total à la lutte des travailleurs de Talbot contre les licenciements. [...] le sens de cette délégation pour moi, ça doit être de dépasser simplement un soutien, mais ça doit démontrer qu'il est possible aujourd'hui, sur la base de l'extension de la lutte de Talbot, de pouvoir étendre cette lutte à l'ensemble de l'industrie automobile." (Nous publions ci-dessous le compte-rendu intégral que le camarade fit à propos de la délégation.)

C'est en faveur de cette grève générale de l'automobile contre les licenciements qui menacent toute l'automobile que s'étaient déjà prononcés en septembre dernier soixante syndiqués CGT de Renault-Cléon, exigeant, dans une pétition adressée à la commission exécutive de leur syndicat, la tenue d'une assemblée générale de syndiqués pour débattre

de cette proposition (Cf. "Des ouvriers de Renault pour une grève générale de l'auto", le *Bolchévick* n°42, octobre 1983). Depuis, les menaces contre l'emploi, notamment à Renault que gèrent ministres "socialistes" et "communistes", se sont précisées. A Billancourt comme à Flins, la fin de l'année a vu s'accumuler les journées de chômage technique. A Cléon, au moment où l'on parle de 1 500 ouvriers "de trop", la direction multiplie les mesures d'intimidation, et tout particulièrement contre les travailleurs maghrébins et africains et ceux dont le nom ne sonne pas français avec le scandaleux contrôle des cartes -- mise en application locale de l'immonde et raciste "chasse aux clandestins" organisée par le gouvernement Mitterrand. Les bureaucrates réformistes ont saboté la nécessaire riposte d'ensemble à cette provocation raciste, en n'organisant que des débrayages isolés ou des délégations de la seule commission immigrés de la CGT, ajoutant ainsi leur pierre à la politique patronale et gouvernementale de division raciale de la classe ouvrière. Tout comme ils ont saboté leur propre journée d'action du 13 décembre. Leur consigne: éviter même la plus

petite étincelle qui risquerait de mettre le feu aux poudres et gêner leur gouvernement. Donc, pas la moindre action de solidarité avec les OS de Talbot, "sauf" des télégrammes envoyés, comme par hasard, le jour même de la délégation!

Mais ce ne sont pas seulement les bureaucrates syndicaux réformistes qui s'opposèrent à l'extension de la grève de Talbot. Déjà, en septembre, à Cléon, la LCR avait refusé, tout comme LO, de signer la pétition pour une grève générale de l'automobile. Et quand notre camarade fit une démarche auprès de militants de la LCR de Cléon pour organiser la délégation de soutien à Talbot, il essuya d'abord un refus catégorique: "Je n'en vois pas la nécessité. C'est se faire plaisir", lui répondit un militant de la LCR qui dénonça dans cette proposition... une "manipulation"! Entre-temps l'idée d'une délégation avait fait son chemin, et certains parmi les travailleurs les plus combattifs et conscients avaient donné leur accord pour y participer. (Chaque militant avait été invité à prendre la parole à Poissy dans le cadre de la délégation.) Coincée, la LCR décida donc de prendre le train en marche.

Elle "offrit" un de ses militants alors que, dans le même temps, elle utilisait la CFDT (et son militant qui y occupe à Cléon un poste de responsabilité) pour organiser, le même jour, une autre délégation, séparée, constituée seulement d'élus CFDT et dont certains avaient exprimé leur intention d'aller de toute façon à Talbot. L'impact d'une délégation commune, pour une solidarité concrète afin de briser l'isolement dans lequel les bureaucrates réformistes ont laissé Talbot, n'en aurait été que plus grand. Au lieu de cela, les grévistes de Poissy virent le 29 décembre arriver deux délégations distinctes de Cléon, la délégation de huit ouvriers organisée par Gilles Cazin et celle de la CFDT, moins nombreuse. Autant par sectarisme imbécile et criminel que pour faire les basses oeuvres de cette bureaucratie social-démocrate de la CFDT après laquelle elle court, la LCR a torpillé le soutien réel et concret (c'est-à-dire basé sur l'extension de la grève) aux grévistes de Talbot. Les partisans de l'unité à tout prix des appareils réformistes ont été les diviseurs de l'unité des travailleurs dans l'action.

Suite page 10

Ne faites pas les valises! Luttons ensemble!

Nous reproduisons ci-dessous une lettre distribuée par notre camarade Gilles Cazin qui travaille depuis une dizaine d'années à l'usine de Renault-Cléon et qui a pris l'initiative d'organiser une délégation, constituée de 8 personnes, qui est allée à Talbot-Poissy le 29 décembre pour exprimer sa solidarité avec les ouvriers de Talbot en grève.

Le texte ci-dessous est le compte-rendu de cette délégation et de la prise de parole de notre camarade devant les ouvriers grévistes.

le 5 janvier 1984

Chers camarades,

Le jeudi 29 décembre, comme beaucoup parmi vous le savent déjà, 8 ouvriers de Renault-Cléon sont allés à Talbot-Poissy. Notre délégation était composée, à titre personnel, de membres de la CGT, de non-syndiqués et de divers courants politiques (après des efforts répétés auprès de militants de la CFDT pour qu'ils viennent s'adresser aux ouvriers de Talbot dans le cadre d'une délégation unique de Cléon, la CFDT a choisi de s'y rendre séparément). Voici quelques réflexions après l'accueil chaleureux que nous avons reçu de la part des travailleurs de Talbot en lutte.

D'abord, Talbot doit être l'étincelle d'une grève générale de toute l'automobile. Les gars là-bas se battent pour nous tous. Chacun sait que ce gouvernement, dans les mois qui viennent, va appliquer le traitement Talbot à toutes les usines de l'automobile. M'adressant aux grévistes de Talbot j'ai dit que moi, je ne voudrais pas que les camarades fassent leur valise, je veux qu'ils se battent et que moi, je m'engagerai à fond dans mon organisation syndicale, dans mon usine pour construire un soutien pour "Non à la défaite, oui à la grève générale de l'automobile!"

Dans une interview à Radio-Beur après l'évacuation, un militant CFDT de Talbot, à qui l'on demandait s'il pensait qu'il y aurait un soutien de l'extérieur, déclara que, si l'on en croyait les déclarations faites dans l'usine, au moins Cléon serait

un "endroit". Ce qu'il faut maintenant, c'est que la CGT et la CFDT organisent des assemblées de syndiqués, des assemblées générales pour décider de rejoindre Talbot dans la lutte. Il faut se battre pour l'emploi quand on en a encore!

Depuis la délégation, Mitterrand a envoyé ses CRS pour casser l'occupation. Assurée d'une intervention des "forces de l'ordre", la CSL patrouille de nouveau dans les allées de l'usine; le local de la CFDT a été mis à sac. Mais les grévistes ne se sont pas laissés intimider et ont constitué un comité de grève malgré le sabotage de leurs directions syndicales, spécialement de la CGT.

Comme je le disais quand j'étais à Talbot, pour moi, un comité de grève ce n'est pas simplement une structure démocratique en tant que telle, mais c'est déterminé par le but de ce comité de grève. Le problème du comité de grève aujourd'hui est le problème d'une extension de la lutte, c'est le problème, par exemple, face à ces gens qui sont dans l'usine aujourd'hui et qui remettent la production en route, d'avoir des piquets de défense pour interdire l'entrée de l'usine à ces jaunes.

Le comité de grève doit organiser l'extension de la grève, c'est-à-dire d'envoyer des délégations dans les autres usines de l'automobile. L'extension de la grève aux industries en aval et en amont, les fournisseurs et les transporteurs (SNCF) où les licenciements auraient un effet immédiat, a une importance particulière. Cela a été illustré par le fait qu'un délégué CGT d'un grand concessionnaire Talbot-Rouen m'a téléphoné, dès la parution du communiqué dans *Paris-Normandie* annonçant notre délégation, pour exprimer sa solidarité.

Aux dernières nouvelles, les briseurs de grève organisés par la direction et la CSL attaquent les ouvriers. La CFDT affolée envisage de faire appel aux flics. Quelle criminelle illusion! Les flics porteront main forte aux briseurs de grève! En fait, la résistance acharnée des grévistes a permis de faire entrer d'autres ouvriers plus nombreux en lutte. Le comité de grève doit organiser

des piquets de masse pour protéger les grévistes contre les jaunes et les flics.

Mais surtout, un tel comité de grève doit commencer la bataille pour chasser la CSL de l'usine une bonne fois pour toutes. Les ouvriers en lutte ont bien compris l'importance de leurs organisations syndicales ouvrières (même les plus critiques d'entre eux ont gardé leur appartenance syndicale). Ce comité de grève pourrait devenir l'embryon d'un syndicat unitaire organisant tous les ouvriers et excluant la maîtrise. Un syndicat unique pour toute l'industrie pour en finir avec la division catastrophique entre la CGT et la CFDT. Un syndicat qui tendrait à surmonter les différences nationales.

base et le chantage à la fermeture de PSA. Ce manque de détermination n'est que la résultante d'un manque (ou d'un refus) de perspective claire: la puissance de toute l'industrie automobile peut faire reculer les patrons et le gouvernement.

Daniel Richter de la CFDT de Renault-Flins (majoritaire) est très présent à Poissy. Très bien, mais s'il veut donner un vrai soutien, il doit organiser pour mettre Flins, déjà touché par le chômage technique, en grève totale!

La CFDT Cléon n'a pour l'instant offert comme perspective que l'envoi de cartes postales et a envoyé une délégation qui, en dehors de quelques formules de solidarité, n'a présenté



La Ligue trotskyste à la manifestation de soutien aux grévistes de Talbot du 14 janvier

Mais ce sont bien les bureaucrates syndicaux qui empêchent l'extension de la grève. De "Pas de chômeurs" à "Pas de licenciements arbitraires" et à "Opérer en douceur des mutations industrielles qui semblent inéluctables", la ligne officielle de la CGT (pas du tout partagée par la base à Talbot, je peux vous l'assurer) est d'accepter les licenciements. Aujourd'hui, la CGT se déclare sur place purement et simplement contre la grève.

La CFDT sur place est faible, ballottée entre différentes pressions de la fédération ou de la base. Elle a proposé un référendum (comme la CGT). Faire voter les briseurs de grève, la CSL, la maîtrise! Elle offre de "geler" les licenciements en "chômage technique"! C'est un premier pas vers l'acceptation négociée des licenciements. Au moment où la détermination des grévistes est la plus grande! La CFDT prend peur devant la mobilisation de la

aucune perspective réelle et concrète pour la lutte.

Dans cette grève, la concurrence obscène des appareils bureaucratiques sur le dos des ouvriers a été notoire. Même les questions les plus élémentaires de solidarité mettaient cela en relief. L'offre par notre délégation d'une contribution de 300 F provoqua un débat animé sur la question de savoir à qui il fallait donner le chèque! "Sépare le chèque en deux", m'a dit un travailleur, "les syndicats ne s'entendent pas!"

C'est une conséquence de la trahison des bureaucrates si certains des ouvriers immigrés en grève à Talbot ont fini par accepter comme perspective un retour au pays contre une compensation. Au début des années 70, les fascistes disaient "la valise ou le cercueil". Aujourd'hui, le gouvernement dit essentiellement la même chose avec son "la valise ou le chômage". 40.000 ou 200.000

Suite page 10

Après Mitterrand, quoi?

Un front populaire pas très populaire

Quand François Mitterrand, premier président socialiste de la Cinquième République, a été élu en mai 1981, la gauche réformiste du monde entier a salué cette élection comme une grande victoire. Au milieu d'un monde capitaliste engagé dans l'austérité économique et le monétarisme, le nouveau front populaire français préconisait ce que l'hebdomadaire londonien *Economist* appelait ironiquement le "keynésianisme dans un seul pays". Le régime Mitterrand promettait de sortir la France de la crise économique mondiale -- la pire depuis la grande récession des années 30 -- grâce à une politique purement nationale d'expansion fiscale et monétaire.

L'impossibilité complète d'appliquer ce programme ne fut pas longue à se faire sentir. Obéissant aux diktats du capital financier international, le front populaire de Mitterrand, un an après son arrivée aux affaires, exécutait un tournant dans sa politique économique; depuis, il a imposé des mesures d'austérité plus sévères que celles des régimes bourgeois précédents, gaulliste et giscardien! Quand Mitterrand arriva au pouvoir, il y avait 1,7 million de chômeurs; il y en a aujourd'hui plus de 2 millions. Et d'après les prévisions officielles du gouvernement, il y en aura un demi-million de plus fin 1984.

L'échec désastreux de l'"expérience" Mitterrand a eu comme effet,

Deuxième partie

entre autres, de pousser à droite les masses petites-bourgeoises, augmentant ainsi le danger du bonapartisme. En même temps, la classe ouvrière s'est trouvée forcée de défendre son emploi, son niveau de vie, les acquis sociaux de toute une génération contre ce régime de front impopulaire. Les travailleurs étrangers, principalement nord-africains, qui ont moins d'illusions et de liens avec la social-démocratie française, ont été à l'avant-garde de ces luttes. Le front populaire de Mitterrand est entré dans une période explosive qui déterminera non seulement l'avenir de la France, mais peut-être aussi celui de l'Europe.

LE FRONT POPULAIRE DE MITTERRAND AVEC LE GAULLISME

Quand la récession économique mondiale frappa la France en 1979-80, le pays avait déjà enduré trois ans d'austérité déflationniste (le programme Barre) venant après deux ans de marasme mondial. Le taux de chômage de 1979 (6%) était le plus élevé depuis une génération. Fin 1980, un sondage montrait que la majorité des personnes interrogées pensaient que l'inflation, le chômage, la croissance, le niveau de vie, l'égalité des chances et la compétitivité internationale avaient empiré depuis que le monétariste de droite Raymond Barre était devenu premier ministre en 1976. Presque tous les secteurs de la société rejetaient la politique

économique "néo-libérale" du régime Giscard-Barre. Dans les mois qui précéderont l'élection de mai 1981, les conditions économiques s'étaient nettement aggravées, et c'était devenu la question de politique intérieure prédominante dans la campagne présidentielle.

Mitterrand promettait un véritable "miracle économique" social-démocrate-keynésien. S'il était élu, disait-il, il créerait 400 000 emplois nouveaux (dont la moitié dans le secteur public), il réduirait la semaine de travail de 40 à 35 heures, il augmenterait les retraites de la sécurité sociale et les allocations familiales de 50%, le SMIC de 25%, et il instituerait la cinquième semaine de congés payés. Ajoutez à cela un ambitieux programme de nationalisations, avec

sa grandeur historique perdue (le Roi-Soleil, l'empire napoléonien).

Les pseudo-trotskyistes, comme la LCR de Krivine, le PCI de Lambert et Lutte ouvrière d'Arlette Laguiller, ont soutenu Mitterrand avec enthousiasme. Le PCI proclamait que le succès électoral de Mitterrand le 10 mai 1981 était une "victoire des travailleurs" contre la bourgeoisie. La Ligue trotskyste, section française de la tendance spartaciste internationale, a été la seule organisation qui ait insisté sur le fait que Mitterrand était en fait lié à un secteur de la bourgeoisie française, et pas seulement à des éléments marginaux comme les radicaux de gauche, mais, fondamentalement, aux gaullistes. A la veille du deuxième tour la LTF écrivait: "Mais, pour enthousiasmer

comme le général de Gaulle y a appelé à son époque, dans d'autres circonstances difficiles pour la nation" (cité dans Denis MacShane, *Mitterrand! A Political Odyssey* [1983].)

Ces appels au nationalisme gaulliste ne furent pas sans effet. Quand Chirac fut éliminé au premier tour, il déclara que personnellement il soutiendrait Giscard, mais que ses électeurs étaient libres de voter selon leur conscience. Tout le monde prit cela comme un soutien voilé à Mitterrand. Et après sa défaite, Giscard accusa son ancien premier ministre de "trahison préméditée". Au total, 15% de ceux qui avaient voté Chirac au premier tour reportèrent leurs voix au second tour sur le candidat social-démocrate, marge décisive qui porta Mitterrand à l'Elysée.

On donna des ministères économiques clés à un gaulliste "de gauche" et à un ancien gaulliste, tous deux avocats du dirigisme traditionnel: respectivement Michel Jobert au commerce extérieur et Jacques Delors aux finances. Ministre des affaires étrangères de Pompidou au début des années 70, Jobert s'était rendu internationalement célèbre comme le critique le plus acerbe -- et même insultant -- de "l'Année de l'Europe", une initiative de Kissinger qui devait tourner court. Plus que par le gaulliste "d'ailleurs" Jobert, la symbiose entre la social-démocratie de Mitterrand et le gaullisme est personnifiée par Jacques Delors, ancien haut fonctionnaire de la Banque de France. De 1969 à 1972, Delors a été le principal conseiller économique du régime gaulliste "libéral" de Chaban-Delmas; il prônait alors (sans succès) un "contrat social" entre les syndicats, les employeurs et le gouvernement pour partager le gâteau économique. Après que Chaban-Delmas, trop "radical", s'est fait virer par Pompidou, Delors alla faire allégeance au Parti socialiste de Mitterrand, le meilleur parti pour réaliser son projet d'un Etat corporatiste libéral.

La réaction de la bourgeoisie française et de ses alliés impérialistes à l'élection de Mitterrand a été véritablement contradictoire. D'un côté, on craignait généralement que son programme économique produirait une explosion inflationniste, avec des conséquences imprévisibles mais clairement dangereuses. Au lendemain des élections présidentielles, l'hebdomadaire londonien conservateur *Economist* (16 mai 1981) prédisait: "Le résultat presque certain de la politique économique de M. Mitterrand serait une explosion d'inflation qui ferait crever au franc le plancher du système monétaire européen et amènerait à une évulsion des capitaux; les conseillers de gauche accuseraient alors une 'machination des banquiers', et ils voudraient y remédier en érigeant autour de la France une barrière protectionniste."

Dans la bourgeoisie française, beaucoup étaient d'accord avec ce pronostic. Le 10 mai 1981, commença une fuite ininterrompue des capitaux. Dans les deux semaines qui suivirent l'élection de Mitterrand, la France perdit un quart de ses réserves de devises. Le terme "fuite des capitaux" n'est d'ailleurs pas simplement une



Citroën-Aulnay, juin 1982 -- les esclaves salariés se révoltent

de généreuses indemnités, et un effort de réarmement massif. Mitterrand promettait en particulier de renforcer la force de frappe (surtout les sous-marins nucléaires) et d'accroître les exportations d'armements vers ce qu'on appelle le tiers-monde. Et, sous le mot d'ordre de "reconquête du marché intérieur", un protectionnisme accru faisait partie intégrante de ce programme.

Tout comme Mitterrand et Marchais, Chirac attaquait le régime Giscard-Barre pour son "libéralisme mou" et sa "passivité" devant l'aggravation de la crise économique. Il promettait lui aussi de stimuler l'économie et de réduire le chômage avec sa version keynésienne personnelle du "réamorçage de la pompe", à savoir d'importantes réductions d'impôts pour les entreprises comme pour les particuliers. La campagne présidentielle du candidat gaulliste était particulièrement dirigée vers les petits et moyens capitalistes qui détestaient en Giscard le pédant représentant de la haute finance et des sociétés multinationales. Plus généralement, le gaullisme en appelle à la petite-bourgeoisie chauvine d'un pays impérialiste de second rang, avec les souvenirs de

à ce point nos 'gauchistes d'antant', qu'a donc promis Mitterrand? De constituer une alliance front-populiste avec des représentants de la bourgeoisie (MRG, gaullistes, etc.) De renforcer les liens de la France impérialiste avec l'alliance atlantique dirigée contre l'URSS. De faire payer aux travailleurs la crise du capitalisme. Ce sera le front populaire aux couleurs du gaullisme!" ("Leurs promesses: austérité et antisoviétisme", *Le Bolchévik* n°25, mai 1981).

La campagne du social-démocrate Mitterrand et celle du gaulliste Chirac avaient en commun un certain nombre de thèmes importants. Tous deux attaquaient la politique économique "néo-libérale" de Giscard-Barre pour avoir sacrifié l'économie française aux intérêts du capital étranger. Tous deux dénonçaient Giscard pour être trop préoccupé de détente et être trop mou envers l'"agression" soviétique (par exemple l'Afghanistan). Les partisans de Mitterrand courtoisaient avec assiduité les soi-disant gaullistes "de gauche". En fait, Mitterrand rendait davantage hommage à la mémoire du général que Chirac ne l'avait fait, quand il déclarait: "C'est un appel à la résistance nationale contre la fatalité de la crise,

métaphore. Fin 1981, le principal syndicat des douaniers estimait que depuis l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement 60 millions de francs en liquide, en or et autres valeurs étaient illégalement sortis du pays, et la plus grande partie dans des avions de tourisme! Les effets combinés de la récession mondiale et des craintes à l'égard de la politique de Mitterrand provoquèrent une grève du capital français. En 1981-82, les investissements du secteur privé chutèrent d'environ 15%. L'ombre du Chili d'Allende!

Mais l'attitude de la bourgeoisie vis-à-vis de l'élection de Mitterrand, tant en France qu'à l'étranger, n'a en aucun cas été entièrement négative. Comme nous l'avons vu, un secteur non négligeable du capital français, représenté par les gaullistes, s'opposait au "néo-libéralisme" de Giscard-Barre et était favorable à un retour à une politique plus nationaliste, plus étatiste. Deuxièmement, l'antisoviétisme virulent de Mitterrand (contrairement à Giscard) lui attira la faveur de l'opinion impérialiste, en particulier Reagan à Washington. Le 9 novembre 1981, le magazine américain *Time* intitulait un article sur le nouveau président "Un faucon sous des plumes socialistes: Mitterrand pour une armée forte, de concert avec la politique US". Et il est vrai que le dirigeant social-démocrate a été dans l'Europe de l'OTAN le principal sergent recruteur pour la deuxième guerre froide. Au début de l'année dernière par exemple, il dénonçait à Bonn le pacifisme en Allemagne (quand un président français a-t-il jamais fait cela auparavant?!), et il conjurait le Bundestag de soutenir le déploiement prévu des missiles américains Pershing-2. La France de Mitterrand n'est bien sûr pas un fantôme de l'Amérique de Reagan (bien que cela puisse sembler parfois être le cas). C'est un pays impérialiste de deuxième rang qui cherche à se tailler sa propre sphère d'influence (par exemple au Proche-Orient).

L'élection de Mitterrand a été vue, particulièrement hors de France, comme une victoire de la social-démocratie pro-OTAN sur le parti communiste (plus ou moins) pro-Moscou, et aussi comme une victoire du réformisme parlementaire sur la lutte de classe combattive à la Mai 68 et, à une moindre échelle, comme en Lorraine en 1979. Le même éditorial de *l'Economist* qui critiquait le programme économique de Mitterrand n'en applaudissait pas moins au renforcement des illusions parlementaires dans la classe ouvrière française: "Le clair bénéfice c'est qu'après 23 ans de gouvernements de centre-droit la France a montré qu'elle peut passer à gauche par les urnes plutôt que par la violence dans la rue."

Au bout du compte, l'attitude initiale de la bourgeoisie vis-à-vis de l'"expérience" Mitterrand fut de la tolérer avec des réserves. Si -- un grand si -- le front populaire de Mitterrand n'affaiblit pas sérieusement la compétitivité internationale de la France, produisant une spéculation sur le franc, alors peut-être peut-il devenir une force de stabilité pour l'ordre bourgeois en France, comme l'ont été les sociaux-démocrates allemands sous Brandt et Schmidt.

DU "KEYNESIANISME DANS UN SEUL PAYS"...

Quelques mois après l'arrivée de Mitterrand aux affaires, *Business Week* (24 août 1981) remarquait que "la politique fiscale et monétaire française s'engage sur la voie d'un expansionnisme rapide". Et c'était bien le cas. Le budget pour 1982 prévoyait d'accroître de 54% les dépenses gouvernementales sous forme de prêts et autres subventions aux entreprises, de 34% les dépenses en faveur du logement, de 30% les grands travaux et de 18% les dépenses militaires. En tout, le déficit budgétaire a triplé de 1980 à 1982, passant de 31 à 95 milliards de francs.

Là où le régime Mitterrand différait d'avec le keynésianisme classique, c'est par l'importance donnée aux nationalisations. Le gouvernement prit le contrôle de plusieurs grandes

entreprises industrielles, représentant environ un quart de la production française de marchandises. Ces nouvelles entreprises nationalisées étaient supposées être la locomotive de la croissance économique et la force de frappe de la guerre pour la "reconquête du marché intérieur". En substance, Mitterrand expliquait à l'époque qu'il était opposé à une division internationale du travail et de la production "décidée hors de France" et obéissant à des "intérêts étrangers" et il voyait les nationalisations comme une "arme pour protéger l'appareil productif de la France".

Au lieu d'être la locomotive de la croissance, le secteur industriel nationalisé est devenu un gouffre sans fond. D'abord, ce serait un euphémisme que de dire que les indemnités données aux anciens propriétaires furent généreuses.



Versailles, juin 1982 -- Reagan refuse de renflouer l'"expérience Mitterrand"

Dans de nombreux cas (par exemple Saint-Gobain et Thomson-Brandt), ils ont reçu plus que ce qu'ils auraient obtenu s'ils avaient liquidé leurs actions en bourse quelques semaines avant l'arrivée au pouvoir des socialistes! "Certaines de ces sociétés ne valent pas un franc", commentait un courtier parisien. Malgré de généreuses subventions gouvernementales aux investissements, toutes ces nouvelles entreprises nationalisées ont perdu de l'argent en 1982, à l'exception d'une seule (la Compagnie générale d'électricité). Et maintenant que l'austérité est à l'ordre du jour, les industries nationalisées ont la tête sur le billot. Les Charbonnages de France, par exemple, prévoient de réduire le nombre des mineurs de 20000 d'ici à 1988, la dernière année du mandat de Mitterrand. Au lieu d'être l'avant-garde de la "révolution technologique", les entreprises nationalisées sont devenues l'avant-garde des restrictions et des licenciements.

Malgré l'augmentation massive par le gouvernement de la demande monétaire dans l'économie, l'investissement en capital privé a continué à s'effondrer. Même Delors, le ministre le plus proche des chefs d'entreprise, se plaignait: "Je m'attendais à ce que les facteurs de modernité soient davantage répandus parmi les petits et les grands décideurs. Les agents économiques gardent à l'égard de l'Etat l'attitude d'un adolescent vis-à-vis de son père, revendicatif, vindicatif et pleureur" (*le Nouvel économiste*, 9 novembre 1981).

D'après Delors, pendant la première année où Mitterrand était au pouvoir, la consommation a augmenté de 3,7% et la production industrielle de seulement 2,1%. La différence a été comblée par un accroissement des importations. Un gouvernement qui s'était engagé à "reconquérir le marché intérieur" a fait exactement le contraire. Sa politique a stimulé une pénétration accrue du marché français par les fabricants étrangers.

Pendant cette première année, les importations ont augmenté de 5,5% alors que les exportations diminuaient. Résultat, le déficit de la balance des paiements a presque quadruplé (OCDE Economic Survey, France, mars 1983). Vers le milieu de 1982, la Banque de France épuisait rapidement ses réserves de devises et son crédit à l'étranger. La France de Mitterrand était en train de devenir la Pologne de l'Europe occidentale.

Son dernier espoir de continuer sa politique de "keynésianisme dans un seul pays", Mitterrand l'a joué au sommet économique de Versailles en juin 1982. Hôte du sommet, il proposa une série de plans grandioses pour restructurer l'économie capitaliste mondiale. Tous ces projets avaient une chose en commun: ils auraient drainé l'argent des autres, principalement des dollars et des deutschmarks, vers les coffres de la Banque de France. Les Français insistèrent en particulier beaucoup sur la stabilisation internationale des monnaies, un schéma dans lequel la réserve fédérale américaine prenait en charge la tâche sans espoir de soutenir un franc défaillant.

Il est tout à fait possible que Mitterrand ait cru que son antisoviétisme fervent lui donnait droit aux largesses économiques des Américains (un nouveau plan Marshall). Mais l'impérialisme US, confronté à la pire crise économique depuis la grande dépression des années 30, n'était ni disposé ni capable de subventionner les expériences de réformisme social des pays d'Europe occidentale. Le 9 juin 1982, un éditorial du *Wall Street Journal* commentait aigrement la proposition de Mitterrand pour la stabilisation internationale des monnaies: "En fait, cela reviendrait à lier le dollar aux projets dépendants du gouvernement socialiste français, et l'équipe Reagan s'est heureusement débrouillée pour s'éclipser de Versailles sans promettre rien de plus que d'étudier dans son ensemble l'idée de l'intervention sur le marché des changes." *Wall Street* ayant coupé ses crédits, le régime Mitterrand a été obligé de remplacer le langage de la solidarité par celui de la rigueur, un euphémisme pour l'austérité.

...AUX PLANS DE RIGUEUR 1 ET 2

Une semaine après le désastreux sommet de Versailles, le régime Mitterrand dévaluait le franc pour la seconde fois et annonçait un programme d'austérité destiné à réduire la consommation de 2 ou 3%. Les salaires et les prix étaient gelés pour quatre mois. Ce blocage dressa contre le gouvernement le travail et le capital: les travailleurs parce qu'il diminuait leur niveau de vie, les industriels parce qu'ils ne pouvaient pas répercuter les coûts plus élevés (par exemple pour le pétrole importé) dus à la dévaluation.

Après le lamentable naufrage de son programme économique, le régime Mitterrand n'eut pas d'autre recours que d'imputer tous ses maux au reste du monde. Delors

et Jobert, par exemple, vitupérèrent contre le protectionnisme japonais, la politique fiscale de l'Allemagne de l'Ouest, les taux d'intérêts américains, etc. Derrière ces attaques contre les principaux partenaires commerciaux de la France, il y avait la menace à peine voilée du recours au protectionnisme. Si le marché français est de la petite bière pour les Américains et les Japonais, il est vital pour l'économie industrielle de l'Allemagne de l'Ouest. Cela donne aux Français une certaine capacité d'exercer un chantage économique contre son principal partenaire commercial d'Outre-Rhin.

Au début de l'année dernière, la France menaçait de sortir du système monétaire européen (un premier pas vers la sortie du Marché commun tout court) si le deutschmark n'était pas réévalué par rapport à toutes les autres monnaies. En d'autres termes, le gouvernement Mitterrand demandait aux Allemands de l'Ouest de sacrifier leur propre compétitivité internationale pour soulager l'effroyable situation de la balance des paiements française. Tout en maugréant, Bonn réajusta sa monnaie en mars dernier, mais les industriels allemands écumaient de rage.

Malgré leur antisoviétisme virulent, les sociaux-démocrates de Mitterrand ont réussi à se mettre à dos, avec leur politique économique, deux des forces les plus puissantes du monde capitaliste: *Wall Street* et la bourse de Francfort. Les principaux alliés impérialistes de la France veulent à Paris un gouvernement qui soit strictement monétariste, qui stabilise le franc par une politique d'austérité et qui ne réclame pas en permanence des subsides de la réserve fédérale américaine et de la Bundesbank sous la menace de mesures protectionnistes. Le capitalisme mondial encourage donc ainsi la bourgeoisie française -- comme si elle en avait besoin -- à mettre fin à l'"expérience" Mitterrand, discréditée et impopulaire.

La dévaluation et les mesures d'austérité de juin 1982 (ce qu'on appelle maintenant le premier plan de rigueur) n'ont pas réussi à arrêter la dégradation catastrophique de la situation financière internationale de la France. En 1982, la France emprunta sur le marché monétaire international plus que tout autre pays à l'exception des Etats-Unis et du Canada. Déjà, au début de 1983, la dette extérieure dépassait 50 milliards de dollars, s'approchant des niveaux atteints par le Brésil et le Mexique. Les pressions croissantes pour une deuxième dose de dévaluation et d'austérité ont provoqué une déchirure dans le régime Mitterrand: d'un côté les "réalistes", derrière Delors et les anciens autogestionnaires Michel Rocard et Edmond Maire, de l'autre les "doctrinaires" derrière Jean-Pierre Chevènement. Pour sa part, le parti communiste préconise le protectionnisme comme alternative à l'austérité.

On a l'habitude de considérer Chevènement comme un marxiste

Suite page 8



De gauche à droite: l'autogestionnaire, le gaulliste, le président et le "dogmatique"

et comme le dirigeant de l'aile gauche du Parti socialiste. C'est une mécompréhension fondamentale de son rôle dans la politique française. Chevenement représente en réalité l'aile extrême-dirigiste de la technocratie française, les énarques. Chevenement est tout aussi éloigné du mouvement ouvrier que ses rivaux Delors et Rocard. Sa base dans le Parti socialiste, le CERES, est entièrement formé d'intellectuels. A l'époque où il fut nommé ministre de l'industrie, ce "gauchiste" déclarait à ceux qui voulaient bien l'entendre qu'il n'avait jamais préconisé la lutte des classes et qu'en fait il pensait qu'il y avait "de la place dans la majorité pour tous ceux qui veulent jouer loyalement le jeu" (cité dans le Figaro, 6 mai 1982).

La réponse de Chevenement à la crise et au monstrueux déficit de la balance des paiements, c'est l'autarcie (ou l'"énarchie"), rendre la France aussi industriellement autosuffisante que possible. Le programme de Chevenement pour une "forteresse France" est aussi réactionnaire qu'il est utopique. Derrière les barrières douanières et les quotas, les prix s'envoleraient, tandis que les représailles de l'étranger contre les exportations françaises (par exemple dans l'automobile) ajouteraient des centaines de milliers de travailleurs à l'armée, déjà gigantesque, des chômeurs. Le capitalisme français est simplement trop intégré au marché mondial pour accepter la politique ultra-protectionniste de Chevenement (et de Marchais). Et donc, quand l'affrontement s'est produit en mars dernier, la tête de l'enfant terrible de la social-démocratie française a roulé dans la sciure.

La troisième dévaluation a été accompagnée du deuxième plan de rigueur: augmentation de l'impôt sur le revenu et des taxes sur les cigarettes et l'alcool; emprunt forcé représentant 10% de l'impôt sur le revenu; hausse des tarifs des services publics comme le gaz, l'électricité, le téléphone et les chemins de fer; augmentation, la première du genre, du prix de l'hospitalisation. Et ce n'est là que la moitié du plan de rigueur. L'autre moitié: des mesures de restriction budgétaire dans le secteur public.

Pour le capitalisme français, le deuxième plan de rigueur n'est pas assez sévère et déjà le gouvernement fait des plans pour l'"après-rigueur" -- lequel ne sera pas moins rigoureux. Deux spécialistes renommés d'économétrie estiment que, pour éliminer le déficit de la balance des paiements d'ici à 1985, il faudra diminuer le revenu moyen réel des Français de 7-8% en plus des réductions qui ont déjà eu lieu (le Monde, 3-4 avril 1983). Mais les appels de Mitterrand, au nouvel an, en faveur d'un "effort" renouvelé pour surmonter la crise sonnent creux, quand tout le monde prédit que cette année la France sera pratiquement le seul pays industrialisé au monde où aucune amélioration n'est attendue!

RIGOR MORTIS DU FRONT POPULAIRE

Quelqu'un écrivant un traité de politique marxiste ne pourrait, pour démontrer la banqueroute totale des réformes social-démocrates, trouver d'exemple plus clair que la France des deux dernières années et demie. C'est comme si Mitterrand s'était délibérément mis en tête de prouver que tout ce que racontent les trotskystes sur le front-populisme est vrai. Ce régime a réussi à se mettre à dos à peu près toutes les catégories de la population. Cependant, ce sont des manifestations de masse de la petite-bourgeoisie enragée, dirigée par des réactionnaires, qui ont occupé le devant de la scène en tant qu'opposition au front populaire. Et la cause en est le sabotage systématique, par les dirigeants réformistes traîtres (aidés par leurs valets d'"extrême gauche"), de la colère de la classe ouvrière, cette colère qui monte contre les mesures d'austérité brutales du front populaire!

La "lune de miel" du prolétariat avec le régime Mitterrand n'aura duré que six mois. En octobre 1981,

les très dures conditions de travail à Renault, l'"entreprise modèle" (car nationalisée), dressaient les ouvriers de l'automobile contre l'"Etat patron". Pendant que les bureaucrates de la CGT et de la CFDT étouffaient ces grèves en les confinant à des ateliers ou des usines isolés, les pseudo-trotskystes (LCR, LO, PCI) refusaient d'appeler même à une grève de tout Renault. Reprenant le mot d'ordre des sociaux-démocrates pour le "changement", à genoux devant Mitterrand ils réclamaient de nouveaux patrons pour cette entreprise nationalisée!

Pendant l'hiver 1982-83, des grèves éclataient à nouveau dans l'automobile -- cette fois à Citroën, Renault-Flins, Chausson et dans d'autres usines -- posant tout de go la nécessité d'une grève de toute l'industrie. Après les révoltantes attaques violemment anti-ouvrières de Mauroy contre les grévistes, immigrés dans leur majorité, qu'il accusait d'être des "intégristes islamiques" manipulés par des ayatollahs, le régime Mitterrand voyait son caractère anti-ouvrier clairement exposé. Les ouvriers répliquèrent: "Nous, des intégristes? Amenez-nous une bouteille de whisky et on verra" (Libération, 29-30 janvier 1983). Une fois de plus, les bureaucrates syndicaux avaient refusé d'organiser une véritable contre-attaque aux lock-out de la direction; les sociaux-chauvins stalinien refusaient de bloquer la production des voitures "bleu-blanc-rouge". Réponse des "trotskystes" qui se traînent derrière Mitterrand: des pétitions et des lettres pour faire pression sur les sociaux-démocrates. Aujourd'hui, la grève de Talbot est un test pour le programme d'austérité du gouvernement, étroitement lié à la campagne raciste anti-immigrés du gouvernement.

Au service du front populaire, les partis réformistes de masse, les bureaucraties syndicales et leurs complices d'"extrême gauche" se sont acquinés pour étouffer les luttes de la classe ouvrière contre le régime anti-ouvrier de Mitterrand. Une des composantes clés a été le protectionnisme social-chauvin. Et ce sont précisément les travailleurs immigrés, les moins réceptifs à ces exhortations social-patriotes, qui jouent un rôle moteur dans ces grèves. Mais, comme le montre l'expérience du front populaire de Mitterrand, la mobilisation de la classe ouvrière contre la terreur raciste et une contre-offensive contre l'austérité doivent, pour réussir, amener à balayer non seulement la "droite", mais aussi le système capitaliste en tant que tel. Cela nécessite de construire une direction révolutionnaire consciente pour combattre le front-populisme -- un parti d'avant-garde léniniste-trotskyste.

Les avocats de "gauche" et d'"extrême gauche" de Mitterrand n'ont plus qu'une dernière carte à jouer pour enchaîner le prolétariat à ce régime manifestement banqueroutier: le chantage au retour au pouvoir de la "droite". Mais le résultat du front populaire, c'est que les masses petites-bourgeoises ont été poussées dans les bras de la réaction, ce qu'a montré de façon spectaculaire l'émergence du Front national de Le Pen comme force politique sérieuse et même "respectable". En 1932, Trotsky écrivait à propos de l'Allemagne: "La politique du réformisme enlève au prolétariat toute possibilité de diriger les masses plébiennes de la petite-bourgeoisie et, par là même, transforme ces dernières en chair à canon du fascisme" (La seule voie). La situation actuelle en France est sans aucun doute très loin de celle de l'Allemagne à la veille de la prise du pouvoir par les nazis. Mais qui peut nier que le front populaire de Mitterrand a énormément renforcé les forces de la réaction raciste et le danger bonapartiste de droite? Pour contrer la démagogie d'un Chirac ou d'un Le Pen, la classe ouvrière doit rompre avec Mitterrand et proposer une issue à la crise économique qui s'approfondit.

Dans la plupart des autres régimes parlementaires d'Europe occidentale, tout comme sous la Quatrième République, un gouvernement aussi impopulaire que celui de Mitterrand serait

déjà tombé. Mais la constitution de 1958, pour surmonter l'extrême instabilité gouvernementale de la Quatrième République, a fait de la France l'Etat le plus structurellement bonapartiste parmi toutes les démocraties bourgeoises. En cas de "crise", le président peut décréter l'état d'urgence, ce qui lui donne des pouvoirs presque illimités. Les réactionnaires, gaullistes compris, se plaignent maintenant des "rigidités" de la constitution de de Gaulle. L'été dernier, Chirac réclamait un référendum sur la politique économique du gouvernement. Si Mitterrand avait perdu -- et cela ne faisait aucun doute --, il aurait dû selon Chirac démissionner et organiser de nouvelles élections. Etant donné qu'il est peu probable que le premier président social-démocrate de la Cinquième République commette volontairement un tel suicide politique, la bourgeoisie a testé la perspective de mettre fin à l'"expérience" Mitterrand par des moyens non-constitutionnels.

On a ainsi assisté, l'été dernier, aux mobilisations réactionnaires les plus menaçantes depuis 1958 et l'OAS. Les paysans, les commerçants, les étudiants, la police, des dizaines de milliers de petits-bourgeois enragés descendant dans la rue en criant "Allende, on t'a eu, Mitterrand, on t'aura!" (cf. "Un front populaire pas très populaire", première partie, le Bolchévik n°42, octobre 1983). Ces mobilisations d'extrême droite se poursuivirent en octobre dernier quand des cadres, dont beaucoup avaient voté Mitterrand, parurent dans les rues aux cris de "A l'Elysée! Tuons, tuons les communistes!" C'est le front populaire lui-même, après avoir donné le feu vert à la terreur policière raciste et s'être appuyé de plus en plus sur les CRS -- une force de police bonapartiste par excellence -- pour briser les grèves, qui a pavé la voie à cette racaille réactionnaire.

Les précédents fronts populaires qu'a connus la France ont eux aussi creusé leur propre tombe. Quand, en mars 1937, la police anti-émeutes assassina des manifestants antifascistes à Clichy, le chef du gouvernement socialiste Léon Blum trouva la situation trop chaude pour lui et passa les rênes du gouvernement à ses partenaires bourgeois de la coalition, les radicaux. Les gouvernements radicaux de front populaire successifs lancèrent une attaque sur toute la ligne contre les acquis arrachés par les ouvriers à la bourgeoisie en juin 1936, supprimant par exemple la semaine de 40 heures; le point culminant fut atteint avec l'écrasement de la grève générale de novembre 1938. La lente désintégration du Front populaire devait prendre fin quand le même parlement (dont beaucoup de députés sociaux-démocrates) qui avait donné sa majorité au Front populaire approuva la dictature militaire de Pétain.

A l'époque, comme maintenant, les trotskystes représentaient une opposition prolétarienne inconciliable à la banqueroute du front-populisme, luttant pour les pleins droits des travailleurs étrangers, pour des groupes de défense ouvrier basés sur les syndicats, pour le contrôle ouvrier (le double pouvoir dans les usines) et pour établir un véritable gouvernement ouvrier basé sur les organes du pouvoir ouvrier -- des soviets émergeant de la centralisation des comités de grève.

POUR LES ETATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE!

Il n'y a pas, dans un cadre purement national, d'issue à cette crise capitaliste qui s'aggrave. La "forteresse France" protectionniste proposée par Chevenement et le PCF n'est pas seulement une utopie réactionnaire; non seulement elle aggraverait les conditions de vie de la population française, mais elle est exactement à l'opposé de la seule solution progressiste: l'unité du prolétariat allemand et français pour la reconstruction socialiste de l'Europe. L'Allemagne de l'Ouest, comme la France et le reste de l'Europe capitaliste,

souffre du taux de chômage le plus élevé depuis les années de l'immédiat après-guerre. Pour les chrétiens-démocrates au pouvoir à Bonn, comme pour le front populaire de Mitterrand, la seule façon d'améliorer la compétitivité internationale c'est d'amputer les budgets sociaux et de démanteler des secteurs industriels entiers. Mais quand, à la fin 1982, les chrétiens-démocrates remplacèrent les sociaux-démocrates à l'occasion d'une manœuvre parlementaire, le nouveau régime Kohl fut accueilli par des protestations de masse organisées par les syndicats; beaucoup de militants parlaient d'une grève générale politique. Depuis lors, l'Allemagne de l'Ouest a connu une montée de la combativité ouvrière. Récemment, par exemple, les ouvriers du port de Brême ont occupé deux chantiers navals qui allaient être fermés.

Ces actions ouvrières combatives se produisent alors que la fermentation politique en Allemagne de l'Ouest est la plus importante qu'on ait vue depuis la fondation de la République fédérale en 1948. Le déploiement des missiles de première frappe Pershing-2, sous le commandement du fanatique antisoviétique Reagan, a profondément polarisé l'Allemagne de l'Ouest. Cependant, la social-démocratie, en particulier, canalise ce sentiment pacifiste largement répandu vers un nationalisme allemand en résurgence; le but fondamental de ce nationalisme -- anti-américain et antisoviétique -- est de reconquérir l'Allemagne de l'Est et de restaurer l'hégémonie de l'impérialisme allemand en Europe de l'Est. Ainsi, la démagogie anti-boche de Chevenement et du PCF a son image reflétée dans la résurgence menaçante du nationalisme allemand aux couleurs de la social-démocratie. Alors que la base objective et le besoin pour l'unité des classes ouvrières française et allemande dans la lutte deviennent de plus en plus clairs et urgents, les réformistes, des deux côtés du Rhin, redoublent de démagogie chauvine. Contre le nouveau nationalisme allemand de la "gauche" comme contre celui de la droite traditionnelle, les trotskystes appellent à l'unification révolutionnaire de l'Allemagne. Un Etat ouvrier allemand unifié sera le coeur industriel de la reconstruction socialiste de l'Europe.

Mais l'étincelle pour la reconstruction révolutionnaire de l'Europe pourrait bien venir de la rive gauche du Rhin, comme cela s'est produit dans le passé. La Révolution française de 1789-93 a été la source de tout progrès social dans le monde moderne. De Madrid à Saint-Petersbourg, des générations de révolutionnaires ont pris modèle sur les jacobins. Lénine définissait un bolchévik comme un "jacobin qui s'identifie avec l'organisation du prolétariat". La Commune de Paris en 1871 -- le premier gouvernement ouvrier -- a inspiré directement la révolution bolchévique. Mai 68 n'a pas seulement ébranlé l'ordre bourgeois en France jusqu'à ses fondations et renversé le trône de de Gaulle, il a aussi déclenché des sirènes d'alarme, de la bourse de Francfort jusqu'au quartier général de l'OTAN à Bruxelles, au Pentagone et à Wall Street. La réponse à l'austérité de Mitterrand et au danger croissant du bonapartisme de droite, c'est que la classe ouvrière française revienne à ses traditions historiques, quand elle faisait trembler le monde, et brise l'ancien régime de l'ordre capitaliste décadent. En avant vers les Etats-Unis socialistes d'Europe!

-- Traduit de
Workers Vanguard n°346

ABONNEZ-VOUS



30 F - pour 8 numéros

Le Bolchévik - B.P. 135 - 10
75463 Paris Cédex 10

Pour la révolution permanente dans le Maghreb

L'agonie meurtrière de Bourguiba

12 janvier -- La révolte populaire a fait reculer le régime de Bourguiba. Le 6 janvier, le "Combattant suprême" a repoussé de trois mois les hausses des prix des produits céréaliers. Le ministre de l'intérieur est tombé. La démagogie de Bourguiba risque, néanmoins, à long terme, d'accentuer la crise du régime. Son autorité ébranlée, le régime est déchiré par des batailles de cliques pour la "succession". Ceux d'en haut ne peuvent diriger comme avant; ceux d'en bas ne peuvent pas vivre comme avant. Bourguiba a simplement repoussé les échéances.

L'annonce d'une hausse de 80 à 108% du prix du pain a été l'étincelle pour une explosion de colère à travers le pays. Les magasins pillés, les bâtiments publics mis à sac, des barricades érigées -- plus que la faim c'est la haine plébéienne contre les riches qui s'est exprimée. Les milices du régime, les BOP (Brigades d'ordre public) et la police ont été débordées; l'armée est intervenue à la mitrailleuse. Au moins 120 morts, selon la section tunisienne de la Ligue des droits de l'homme (*Libération*, 11 janvier 1984). Mais la répression et 3.000 arrestations ne pouvaient pas venir à bout de cette explosion sociale.

La révolte de janvier 1984 rappelle celle du 26 janvier 1978. Il y a six ans, la grève générale appelée par l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) est vite devenue une révolte populaire semblable. Sous couvert d'état d'urgence -- le premier dans l'histoire du pays --, elle a été noyée dans le sang.

Mais cette fois, on n'a pas assisté à une telle manifestation du pouvoir social de la classe ouvrière. Cette fois, c'est le Sud agricole appauvri, et non pas Tunis, qui a donné le signal de la révolte, qui a gagné ensuite les bidonvilles de la capitale. Dans le soulèvement, ce ne fut pas la classe ouvrière qui fut la plus préminente, en tant que force organisée, mais des couches volatiles de la population telles que les jeunes chômeurs. C'est la trahison des bureaucrates pro-capitalistes de l'UGTT qui, au lieu de prendre la tête de cette explosion plébéienne, en lui donnant un axe prolétarien, ont abandonné le soulèvement à l'opposition islamique et aux nationalistes bourgeois. Achour, le chef de l'UGTT, lié à l'opposition bourgeoise de sa majesté (récemment légalisée) s'est contenté de négocier des hausses de salaire en compensation.

Mais il faut souligner le poids important du prolétariat tunisien dans le pays pour répondre à la question, de plus en plus posée: après Bourguiba, qui? Le fait que l'UGTT organise quelque 450000 travailleurs donne au prolétariat un poids social et une capacité de lutte organisée uniques en Afrique. A l'encontre de la majorité des "syndicats" -- en vérité des "fronts du travail" créés par les dictateurs militaires et les tyrans du continent -- l'UGTT est une véritable organisation de la classe ouvrière, bien que dirigée par une bureaucratie pro-capitaliste. Etant donné la base de classe indépendante de l'UGTT, ses bonzes ont cherché à garder un semblant de crédibilité parmi les travailleurs en critiquant le régime, en autorisant de temps en temps des grèves et en se donnant un air "socialiste".

C'est la classe ouvrière tunisienne qui est le fossoyeur potentiel du régime. L'impact de la grève générale de janvier 1978 est une confirmation de la théorie trotskyste de la révolution permanente, comme quoi seul le prolétariat dans les pays capitalistes arriérés, même quand il n'est qu'une minorité de la population, peut diriger les masses exploitées pour renverser leurs oppresseurs. L'UGTT avait démontré qu'elle pouvait servir de pôle d'attraction pour les étudiants,

chômeurs et paysans de Tunisie. Ce qui manque, c'est une direction révolutionnaire qui puisse conduire ces masses dans la lutte pour un gouvernement ouvrier et paysan. Les bureaucrates comme Achour, en dépit de toutes leurs divergences avec Bourguiba, ne lutteront jamais pour un tel programme. Ils prônent la politique de collaboration de classes, telle que le "pacte social". Ainsi, on voit assez souvent des grèves sauvages avec des comités de grève et des piquets organisés de façon autonome par les ouvriers. Mais les révolutionnaires marxistes doivent lutter pour gagner le maximum d'ouvriers de la base du syndicat.

NATIONALISME ET ISLAM CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

Il y a un autre événement qui est un symbole de la résistance au régime de Bourguiba -- la prise de la ville de Gafsa en 1980. Bien qu'ayant rencontré un certain écho populaire, cette action, oeuvre de nationalistes bourgeois rivaux historiques de Bourguiba ("youssefistes")

du régime corrompu, qui a instauré une façade de libéralisation unique dans le Maghreb ou le Moyen-Orient. Ces droits légaux pour les femmes, si "généreusement" accordés, ont eu pour effet que 25% de la population active est féminine (dans certaines usines, 90% des ouvriers sont des femmes). La bourgeoisie cherchait à attirer le capital étranger sur la base d'une main d'oeuvre féminine assujettie à une exploitation brutale.

Ce prolétariat féminin constitue une force précieuse pour la révolution socialiste. Comme Trotsky a dit, "il n'y aura pas, en Orient, de meilleurs camarades, de meilleurs combattants pour les idées révolutionnaires et communistes que les femmes travailleuses" ("Perspectives et tâches en Orient", 1924). La question femme est une question de vie ou de mort dans ces pays où la révolution démocratique bourgeoise n'a jamais eu lieu. Seule la révolution socialiste donnera un véritable contenu aux droits formels du divorce et à l'avortement, et seule la révolution socialiste mettra fin une fois pour toutes aux tentatives moyenâgeuses de réimposer

bien dans l'esprit, sinon dans la lettre, du "vrai" Islam.

POUR LA REVOLUTION PROLETARIENNE POUR RENVERSER LE REGIME DE BOURGUIBA!

Toutes les tâches démocratiques posées d'une façon urgente en Tunisie aujourd'hui ne peuvent être accomplies que par la révolution socialiste: que ce soient la destruction du joug de l'impérialisme français et américain, le partage des terres entre les paysans ou l'unification du Maghreb.

Mais la gauche tunisienne est embourbée dans l'impasse menchévique de la révolution "par étapes". Les réformistes du Parti communiste tunisien (PCT) sont simplement les plus flagrants. Quand son groupe de jeunesse a tenu un meeting de protestation à Jussieu, la Ligue trotskyste est intervenue pour avancer la perspective de la révolution permanente: pour une grève générale de l'UGTT contre les hausses des prix et contre l'état de siège; troupes françaises hors d'Afrique et du Liban; pour un gouvernement ouvrier et paysan. Un vif débat éclata. Et enfin, face à l'intervention d'une militante tunisienne fustigeant les capitulations du PCT (le PCT s'est vendu à Bourguiba au nom de son "ouverture démocratique" bidon), les réformistes ont tout simplement liquidé leur propre meeting qui n'aura duré que 15 minutes!

Les luttes combattives menées par le prolétariat tunisien pourraient avoir un effet au-delà des frontières nationales. A l'est, c'est la Libye, où les travailleurs tunisiens (à l'encontre des étudiants de Tunis!) subissent les rigueurs coraniques du régime de Kadhafi. Dans la "Jamahiriyyah socialiste", le dictateur islamique a décrété que les "syndicats" créés par le ministère du travail ne remplissent que des "devoirs administratifs ordinaires", car "nous n'acceptons aucun intermédiaire entre la révolution et sa force de travail". A l'ouest, l'Algérie a depuis longtemps enchaîné les syndicats et fait de "l'autogestion" une coquille vide. Le "socialisme islamique" n'a apporté que la misère pour la paysannerie et une oppression dégradante pour les femmes. La Tunisie peut bien représenter la première opportunité de balayer cette démagogie nationaliste et "socialiste" islamique. Mais pour cela, il faudra la construction d'un parti d'avant-garde trotskyste, section d'une Quatrième Internationale reforgée, le parti mondial de la révolution socialiste. ■



Aux abois, Bourguiba a fait donner l'armée -- plus de 120 personnes massacrées

appuyés par la Libye, était avant tout un coup de main. Ces forces nationalistes sont foncièrement hostiles à l'organisation indépendante de la classe ouvrière et aux méthodes prolétariennes de lutte qui en découlent. Les marxistes devaient bien sûr s'opposer à la sanglante répression bourguibiste et lutter contre les tentatives impérialistes de sauver leur pantin tunisien. (Il semble que les unités d'élite de la police de l'impérialisme français, le GIGN, si cher aujourd'hui à Mitterrand, aient joué un rôle capital dans l'écrasement de l'insurrection, pendant que la marine française patrouillait au large des côtes tunisiennes.)

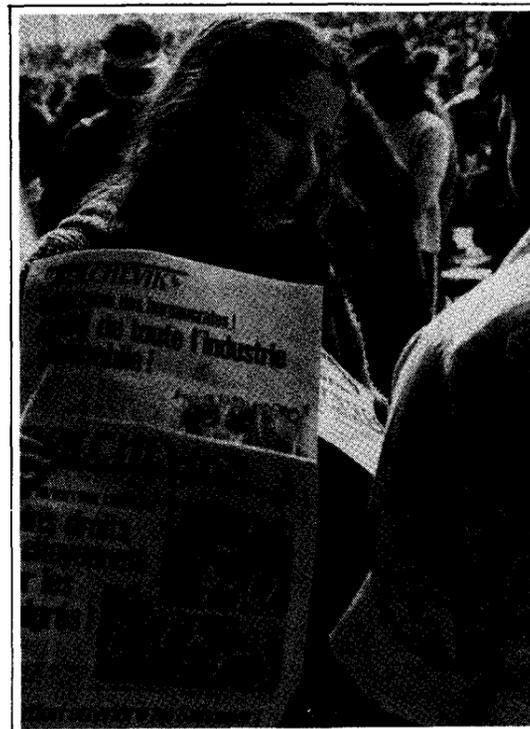
Le régime était tellement impopulaire que ses tentatives de créer une atmosphère d'union sacrée contre la Libye après Gafsa ont été une faillite éclatante. (Quelques semaines plus tard, une nouvelle vague de grèves commençait.) Mais un mouvement intégriste islamique existe bien, qu'il soit tourné vers la Libye de Kadhafi ou vers l'Iran de Khomeiny.

Dans un meeting parisien organisé par des opposants au régime, des militants de gauche (qui n'ont vraiment rien appris des leçons d'Iran, où Khomeiny s'est retourné contre ses valets de "gauche" pour instaurer un cauchemar de théocratie islamique sanglante) essayaient un rapprochement avec les forces islamiques. La réponse des intégristes, rapportée par le *Monde* (6 janvier), est un avertissement: "C'est aux gens comme vous que nous réglerons leur compte les premiers quand nous en aurons le pouvoir!"

Et bien sûr les intégristes islamiques prévoient de ramener les femmes à l'esclavage, un retour au VIII^e siècle. Ils essaient de jouer sur l'impopularité

la réclusion forcée des femmes, complètement intégrée à l'Islam.

Que ce soit l'Islam greffé sur le nationalisme arabe du colonel Kadhafi, la barbarie chiite des mollahs iraniens ou toute autre forme d'Islam, même "progressiste", l'"égalité" de l'Islam c'est l'égalité de l'apartheid. Le *Coran* lui-même est assez clair: "Les hommes ont l'autorité sur les femmes parce que dieu a fait l'un supérieur à l'autre [...]. Alors, les femmes vertueuses sont obéissantes" (Sourate 4:31). Le voile, c'est-à-dire la réclusion forcée des femmes, est



LE BOLCHEVIK

Abonnez-vous!

30 F pour 10 numéros
(incluant Spartacist)
Hors Europe: 40 F (avion: 60 F)
Etranger: mand. poste intern.

NOM _____

TEL _____

ADRESSE _____

Le Bolchévik B.P. 135-10
75463 Paris Cedex 10

CHANGEMENT D'ADRESSE

NOM _____ TEL _____

ADRESSE _____

Renault-Cléon...

Suite de la page 5

Dans un interview à Rouge n°1095 (13-19 janvier), un responsable de la CFDT-Talbot explique que "quand les travailleurs de Renault-Cléon sont venus, ils nous ont même dit que si ça ne s'arrangeait pas sur Talbot, il faudrait étendre la grève à toutes les entreprises de l'automobile. L'idée de l'extension était présente dans les têtes, discutée à plusieurs reprises par les travailleurs qui venaient nous voir. Même ceux de Chausson disaient que ça ne pouvait pas en rester là..." Une délégation de Renault-Cléon s'est en effet prononcée pour "étendre la grève à toutes les entreprises de l'automobile", mais ce n'était pas celle de la CFDT qui avait été organisée par le militant de la LCR à Cléon! Il est vrai que la question de l'extension de la grève était ressentie comme une nécessité par beaucoup de travailleurs, et elle fut (avec les questions de piquets de masse et de comité de grève) au centre des discussions entre membres de la délégation et grévistes de Talbot. Mais, la section CFDT-Talbot, malgré ses prétentions combatives, ne fit rien de concret pour organiser l'extension aux autres usines de l'automobile. Dans un petit groupe de discussion, un camarade de Cléon insistait, s'adressant justement à un militant de la CFDT-Talbot, que ce qu'il fallait c'est un comité de grève et qu'il envoie des délégations aux autres usines: "Flins est proche. Sortez de votre usine!" Mais, à Renault-Flins, où la CFDT est majoritaire, Richter, qui se veut un "opposant de gauche" à Maire, n'a rien fait non plus pour organiser le véritable soutien à Talbot: mettre Flins en grève totale. La LCR n'a fait que marcher dans l'ombre de la soi-disant "gauche" de la CFDT. Son militant de Renault-Cléon, parlant au nom de la délégation CFDT, ne prononcera à Poissy -- dans une intervention d'environ une minute! -- que quelques brèves paroles creuses sur la "solidarité". Pour toute solidarité "concrète", les travailleurs de Poissy devront se contenter des cartes postales CFDT que la délégation de la CFDT-Cléon déballa généreusement d'un cartable... Au contraire, dans sa prise de parole devant les grévistes, le camarade Cazin apporta la perspective de lutte: "Je pense qu'ici il y a assez de gens qui sont conscients pour être membres du comité de grève. Alors, un comité de grève c'est quoi? Pour moi, ce n'est pas seulement une structure démocratique en tant que telle, mais c'est déterminé par le but de ce comité de grève. Le problème du comité de grève aujourd'hui est le problème d'une extension de la lutte; c'est le problème, par exemple face à des gens qui sont dans l'usine aujourd'hui et qui remettent la production en route, d'avoir des piquets de défense pour interdire l'entrée de l'usine à ces gens-là [...]. Je crois que la construction d'un comité de grève [doit être basée sur l']extension de la lutte, [la] popularisation [...], c'est-à-dire envoyer des délégations aux portes des usines, Flins, Billancourt, Aulnay..." La délégation de Cléon, tout comme celle par exemple de Chausson, a apporté sa pierre à la constitution du comité de grève de Talbot qui verra le jour moins d'une semaine après, et qui aura malheureusement une existence éphémère. Mais des contacts auront quand même pu se nouer et se poursuivre entre la délégation et des membres du comité de grève, continuant à discuter notamment des moyens à se donner pour réaliser l'extension de la grève de Talbot au reste de l'automobile et pour gagner.

La question qui était et reste posée aux militants qui ont formé la tête initiatrice de ce comité de grève est la question du programme pour gagner. Et le programme est incarné dans une organisation qui lie nécessairement les luttes défensives économiques à la perspective générale de la prise du pouvoir et de l'instauration du gouvernement ouvrier. Il s'agit là du parti révolutionnaire, fraction la plus avancée du prolétariat. Et c'est sa construction qui est la tâche vitale.

Ne faites pas...

Suite de la page 5

francs, ces gars y ont certainement droit jusqu'au dernier centime et même plus, mais le point c'est qu'ils ont été à l'avant-garde de la lutte contre l'austérité gouvernementale. Ils doivent pouvoir rester dans ce pays, et pour ça nous devons nous jeter dans la bataille. Une grève générale de l'automobile devra avoir dans ses revendications: pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés.

Notre délégation était une étape concrète dans le nécessaire combat contre les tentatives sinistres d'exacerber les divisions raciales dans la classe ouvrière. Mais la lutte contre l'oppression raciale est inséparable de la lutte contre la bourgeoisie française avec son passé ô combien éloquent: du massacre des communards à l'affaire Dreyfus, de la collaboration volontaire avec les nazis dans le génocide des juifs français au massacre des Algériens à Paris en octobre 1961. C'est le système capitaliste qui engendre les crises économiques, mais aujourd'hui c'est le PS et le PC au gouvernement qui gèrent cette crise capitaliste au profit des patrons. Et tous les bureaucrates syndicaux continuent à soutenir

Mitterrand. Comment pourraient-ils en même temps mobiliser contre ce même gouvernement? Talbot a souligné une fois de plus la nécessité de rompre avec Mitterrand et de lutter pour un véritable gouvernement ouvrier (et, par ailleurs, camarades du PCF, si les "camarades ministres" étaient actuellement dans un vrai gouvernement ouvrier, les généraux de l'OTAN seraient en train de compter les missiles français du côté soviétique au lieu de l'inverse!)

Comme l'ont dit les soixante ouvriers qui ont signé la pétition qui a circulé à l'intérieur de la CGT à Cléon en septembre dernier: "La classe ouvrière a la force d'arrêter et de retourner la situation. Une grève générale de l'automobile est plus que nécessaire. Pas un seul licenciement! Pour une grève générale contre l'austérité en solidarité avec les revendications pour les reclassifications des OS et pour repousser les attaques racistes." Avec nos camarades de Talbot, le temps d'agir est maintenant venu. La bourgeoisie et le gouvernement se préparent pour une longue bataille; ils se préparent à s'attaquer à toutes les usines de l'automobile une par une. Nous devons exprimer notre solidarité avec ceux de Talbot dans l'action gréviste maintenant. 24 heures de grève totale à Cléon pourraient

jeter les bases d'une extension de la grève à l'industrie tout entière pour faire reculer l'offensive patronale et gouvernementale!

Gilles Cazin

PS J'ai comme vous regardé les informations à la télé à midi. Les jaunes racistes briseurs de grève, gangsters de la CSL attaquent nos frères de classe! Ca pue le pogrom raciste. Il est plus qu'urgent de se lancer dans la bataille pour prêter main forte à nos camarades qui résistent avec acharnement contre les terroristes envoyés par PSA. Il faut que la CGT et la CFDT organisent des assemblées pour décider et organiser dès maintenant une grève totale de 24 heures et coordonner une extension à toute l'industrie automobile!

- Grève immédiate de 24 heures à Cléon!
- CSL et jaunes, hors de Talbot-Poissy!
- Occupation protégée par des piquets de masse contre le lock-out!
- Election de comités de grève dans toutes les usines d'automobile pour diriger une grève générale de l'automobile!
- Pleins droits de citoyenneté pour les ouvriers immigrés!

GC

Talbot un début...

Suite de la page 2

crate de nationalisations, les trotskystes appellent à l'expropriation sans compensation de toute l'industrie, du commerce, des transports et de la finance capitalistes.

Rien de cela ne peut être réalisé par un gouvernement capitaliste, même si c'est un régime de front populaire avec des ministres "socialistes" et "communistes". Comme l'a remarqué Trotsky, l'échelle mobile des salaires et des heures de travail préfigure la planification économique socialiste; il décrivait le contrôle ouvrier comme le double pouvoir au niveau de l'entreprise. Un tel système de revendications transitoires ne frappe pas seulement la propriété privée et les lois économiques du marché capitaliste, il vise à mobiliser systématiquement les masses pour la révolution prolétarienne, et amener à l'établissement d'un gouvernement ouvrier qui, seul, peut mettre fin au chômage et à la terreur raciste et sauver les exploités et opprimés de la ruine. Et un tel gouvernement doit être basé sur les organes du pouvoir ouvrier, comme les soviets qui ont mené à bien la révolution d'Octobre en Russie en 1917, sous la direction des bolchéviks. En 1936, Trotsky soulignait que des comités de grève élus et révocables à tout moment pouvaient être l'embryon du pouvoir des soviets.

FORGEONS UN PARTI TROTSKYSTE

Talbot n'a pas été un "test" seulement pour la politique économique du gouvernement, mais aussi pour la gauche. Les ouvriers de Talbot se sont battus seuls et ils ont perdu. Ils ont été trahis par de faux amis: le gouvernement Mitterrand a fait le sale boulot pour la bourgeoisie, les politiciens "ministriables" du PS et du PCF ont fait le sale boulot pour Mitterrand, les dirigeants nationaux "responsables" de la CGT et de la CFDT ont fait le sale boulot pour les sociaux-démocrates et les eurostaliniens, et, tout au bout de cette chaîne syphilitique de trahisons, la méprisable "extrême gauche" a été aux ordres de ces "lieutenants ouvriers du capital". Ce qui était nécessaire pour gagner, c'était un parti révolutionnaire qui ait dit la vérité dès le début sur le régime Mitterrand, et qui ait été ainsi préparé pour organiser une lutte sans merci contre ce régime, une lutte de classe.

A la marche "Talbot-immigrés" du 14 janvier, les banderoles de la LTF proclamaient: "Ouvriers français, immigrés -- Rompez avec Mitterrand et ses valets de gauche, liquidateurs de la grève de Talbot!"

Dans leurs tracts destinés aux ouvriers de Talbot, les pseudo-trotskystes ont tout fait pour éviter d'accuser le gouvernement Mitterrand, lequel a approuvé les licenciements et a ordonné aux CRS de "nettoyer" Talbot -- le cadeau de nouvel an de Mitterrand à la classe ouvrière. La cause de cet étrange silence: toute l'"extrême gauche" a donné un soutien "critique" au front populaire de Mitterrand aux élections de 1981, et depuis elle couvre ses crimes contre les travailleurs.

Le réformisme est toujours nationaliste, le socialisme révolutionnaire forcément internationaliste. Ainsi l'"extrême gauche", en rampant devant Mitterrand, s'est jointe à la course à la guerre antisoviétique, dont les architectes se trouvent non seulement à la Maison Blanche mais aussi à l'Elysée. En particulier, comme Mitterrand et le PS (et toute la bourgeoisie, fascistes compris), les pseudo-trotskystes appellent à la "solidarité avec Solidarnosc". Le "syndicat" jaune CSL a organisé une collecte pour son homologue polonais, et quand un représentant de Solidarnosc a pris la parole devant les grévistes de Talbot, il n'a reçu qu'un accueil poli. Un ouvrier maghrébin remarquait qu'il était curieux que Mitterrand soutienne Solidarnosc tout en attaquant les grévistes de Talbot. En dénonçant l'antisoviétisme de Mitterrand et Cie, la lettre ouverte de Gilles Cazin aux ouvriers de Renault-Cléon soulignait que "par ailleurs, camarades du PCF, si les 'camarades ministres' étaient actuellement dans un vrai gouvernement ouvrier, les généraux de l'OTAN seraient en train de compter les missiles français du côté soviétique au lieu de l'inverse!"

La grève de Talbot-Poissy s'est terminée par une défaite. Mais contrairement aux économistes abstentionnistes de Lutte ouvrière, qui ont salué passivement la défaite comme une autre preuve de leurs accusations contre la bureaucratie syndicale, les bolchéviks cherchent à tirer des leçons afin de préparer la voie aux futures luttes. Cette bataille est loin d'être la fin de la guerre. Au contraire, "ce n'est qu'un début...",

et les confrontations à venir pourraient être le prélude d'un "nouveau Mai 68 qui va jusqu'au bout". En fait, quatre semaines de lutte à l'usine Talbot de Poissy et la détermination des grévistes, même dans des circonstances complètement défavorables, ont fait hésiter longtemps la direction et le gouvernement avant qu'ils fassent tomber le couperet. C'est une défaite qui pourrait augmenter la colère de la classe ouvrière au lieu de la démoraliser. Les plans du gouvernement prévoient de "dégraisser" jusqu'à 40000 emplois dans l'automobile, 20000 dans la sidérurgie, des milliers dans les chantiers navals, et la fermeture de régions charbonnières entières. Il faut répondre à cela par une grève conjointe, qui mène à une grève générale de tous les ouvriers de France. D'un autre côté, si les travailleurs ne contre-attaquent pas, les réactionnaires attendent leur heure. La manifestation des flics du 3 juin 1983 était un avant-goût de la menace bonapartiste qui pourrait amener au remplacement d'un des nombreux gouvernements démocratiques faibles que la France a connus par un nouvel "Etaf fort", à moins que le prolétariat ne prenne en main son propre destin. En juin 1936, quand l'arrivée au pouvoir du gouvernement de front populaire de Léon Blum fut accueilli par une vague de grèves avec occupation d'usine, le dirigeant stalinien Maurice Thorez fit sa tristement célèbre déclaration, "Il faut savoir terminer une grève". Quand les travailleurs furent démoralisés, le Front populaire laissa finalement la place à l'"ordre nouveau" de Pétain. Le Front populaire des années 30 et sa mort hâtèrent l'arrivée de la Deuxième Guerre mondiale impérialiste. Aujourd'hui, avec le réarmement pour une guerre impérialiste contre l'Union soviétique, qui est déjà bien avancé, avec Ronald Reagan embarqué dans une escalade de provocations, de l'Amérique centrale jusqu'à Beyrouth, la question "Après Mitterrand, quoi?" prend une importance mondiale. La Ligue trotskyste affirme que la classe ouvrière de France a le pouvoir et le devoir de répondre: pour une Commune ouvrière!

Le Bolchévik البشفيك

Disponible en langue arabe:

عمال من رونوكليو الى طالبو:
لا فراب عام لمعامل السيارات

DES OUVRIERS DE RENAULT-CLEON A TALBOT :
POUR UNE GREVE GENERAL DE L'AUTOMOBILE :

(2 F - port inclus)

Commande : Le Bolchévik
B.P. 135-10 75463 Paris cédex 10

المعترف" تخفي اهتمام حكومة ميران في ما يشيرهم التي زوت في طالبو، بينما نعرفوا وان هاته الحكومة هي التي وافقت على الطرد وازت من "س" بتطهير" معمل طالبو، وهذه هي هدية ميران للطبقة العاملة بمناسبة العام الجديد. فسيف هذا السكوت وعدم بمناسبة العام الجديد هو: المساندة بصفة "نقدية للجهة الشعبية في انتخابات ١٩٨١ او بهذا الشكل يضمن "اليسار المتطرف" وقاية جرائم الحكومة ضد العمال. فالاصلاحية هي دائما قوية، اما الاشتراكية الثورية فهي طبيعيا امنية. فهذا الشكل عند ما يساند "اليسار المتطرف" ميران فهو ينظم الى السباق للحرب المعادية للسوفياتية والتي ليست لها مركز في الولايات المتحدة فحسب بل كذا في قصر الاليزي في باريس. فمثل ميران والزب الاشتراكي (كذا لاورجوازية، والفاشيست منها) يساند "اليسار المتطرف" نقابة "سوليد ريسك" في بولونيا فقد نضمت من "س" ل المساندة و جميع الاموال بغني اشاء الاضراب في طالبو لم يلقى عميد سوليد ريسك الا ترجيها مؤذيا هادلا. وقد لا حضرها مل مغربي بمعجب مساندة ميران لهاته النقابة بينما يبعث من "س" الى عمال طالبو. ففي تنديدها معادية سوفياتية ميران تقول تقول رسالة جيل كازان ما يلي: "ان اذ كان "الرفاق الزورا" في حكومتها حقيقتة، فتعد الصواريخ الفرنسية الى جانب الصواريخ السوفياتية و لا الى جانب الصواريخ الامبرلية".

فقد انتهى اضراب طالبو بهزيمة. لكن على عكس ما يقوله المستكون لمنظمة "النضالات المعالية" الذين الهزيمة كحجة استعمالوها ضد البروتراطية النقابية، يسعى البلشيفيون استنتاج الدروس و ذلك لتخصير النضالات القادمة. فهااته المعركة ليست هي نهاية الحرب. فبالعكس "لاهي الا بداية...". ويمكن ان ان تكون الصراقات الطبقة النقابة تععيدا" لماي ٦٨ سائر الى اخر رمق".

وفي الحقيقة صمود العمال و ملازتهم معمل طالبو طيلة شعرا حتى وان كان في ظروف صعبة جد لقد جعل الادارة و الحكومة يتروا ان كبيرا قبل وضع حد لهذه النضالات. فهي هزيمة يمكن ان تزيد في غضب العمال و سخطهم عوض ان تربي بهم في الياس و قد يهدف مشروع الحكومة الى تخليبة اربعين الف مقعد مشغل في معمل الحديد و الصلب و الاف اخره في مشاغل البناءات البحرية و فلقي جهات كاملة المناجم الفحم. فيجب ان يكون الرد على هذا التخطيط باضراب شامل يؤدي الى اضراب عام لكل العمال في فرنسا. فمن جانب اخر ان لم يرد العمال على هذا العمل التعديبي فان الرجعيين ينتظرون الفرصة. كما ننس ان المصاهرة التي قام بها البوليس في ٣ جوان كانت عبارة على تعديد بوزبارتي يهدف الى ابدال حكومة من حكومات ديوقراطية ضعيفة التي عرفتها فرنسا، "بحكومة قوية" جديدة الا في صورة ما اذا اخذت البروتاريا مصيرها بيديها.

في جوان ١٩٣٦ لما اخذت الجهة الشعبية - ليون بلوم - الحكم طالت هناك موجة من الاضرابات تو قد سرح موريس طوبوز المعروف بكاية بهذه الجملة "يجب ان نعرف كيف ندمي الاضراب". و لما ضعفت منهوية العمال، تركت الجهة الشعبية في الاخير مكانها الى "النظام الجديد" لي دكاتورية الميرشال بيتان. فقد بحث نهاية الجهة الشعبية في الثلاثينيات قدم الحرب العالمية الامبرالية الثانية. و اليوم، فمع تقوية التسليح لنشب حرب امبرالية ضد الاتحاد السوفياتي، واستنزافات يرقن المتواليات في امريكا الوسطى و لبنان، فالسؤال المطروح هو: "ماذا بعد ميران"؟ فتؤكد الرابطة التروتسكية و ان الطبقة العاملة في فرنسا لها القوة الكافية و الواجب: لاجل مجلس عمالي.

فقد تبقى بروتراطية من ف. د. و شركاها" اتصت اليسار" منحصرين على برنامج ميران لترتيب الصناعة الفرنسية لما يطالبون المفاوضات في ما يخص ٣٥ ساعة عمل في الاسبوع، فهذا الشكل يختم عليهم ان يقول الطرد شاورام ابو اما مطالب الرابطة التروتسكية وهي: زيادة في الاجور لجميع العمال مع ارتفاع الاجور حسب التضخم المالي و توزيع الشغل بين جميع الاليدي العاملة من غير تخفيض الاجور. فيجب على العمال فك سيطرة التشفيل من ايدي ارباب المعمل و جعلها تحت الرابطة النقابية.

فما هو العمل ان في ما يخص الخسائر الزنومة لانب ٢٠١٠ فيا نسبته لخبير الحكومة شغفمان (الحنوب الاشتراكي) و كوفين (الرابطة الشيوعية) فالحل هو التاميم وهو حل اصلاحي طبعيا. و ننس ما وقع في بريطانيا الكبرى و ما يسمى بالاشراكية المنعدسة وهو برنامج المساعدة العملية للاعزاف المغلسين. فتاميم شركة رونو مثلا لا يفتح عمليات الطرد. فيفرض الترتسكيون فتح وثائق حسابات الراسماليين امام الجميع حتى يتبع الكلف على العمليات السرية بما في ذلك انا رفض ارباب ييجو استثمار طالبو. فيجب انقاذ المعمل من ايدي الالارات الراسمالية، و خاصة القطاع الموم، و تحويلها الى حصون للمراتبة المعالية للانتاج و ضد البرنامج التاميمي السوسيال ديوقراط، يطالب الترتسكيون بتزج الملكية من غير تعويض للصناعة و التجارة و المواصلات و التمويل. ان الحكومة الالسمالية عاجزة على انجاز هذه المطالب حتى و لو كان نظامها جهة شعبية متضمنة وزراء "اشتراكيين" و "شيوعيين". فقد لاحظ ترتسكي ما يلي: يصور زغ لاجور حسب التضخم المالي و توزيع العمل على جميع الاليدي العاملة و ذلك من غير تخفيض الاجور سببنا تخطيط الاقتصاد الاشتراكي و قد يصف ترتسكي الرابطة المعالية بحكم يعكسه محل الحكم التذير على مستوى المعامل. فتمنح هذه المطالب الانتقالية ليست هي ضرب الملكية الخاصة و قوانين الاقتصاد السوق الراسمالية و حسب بل هي تهدف الى تعبئة الجماهير للثورة البروليتارية وتصيب حكومة عمالية هي الوحيدة التي يمكن لها ان تضع حدا للربب المعنصوب و البطالة و تشمل المستغلين و المضمودين من الهلاك. فعمل السوفيات في ثورة اكتوبر الروسية عام ١٩١٧ تحت قيادة البلاشفة، يجب على هذه الحكومة ان تتركز على اجهزة حكم عمالية. في ١٩٣٦ قد الفت تروتسكي النظر على انه يمكن للجان الاضراب المنتخبة و التي يمكن اقالمتها في كل الاحيان ان تكون بداية حكم السفيات.

لبناء حزب تروتسكي

لم يكن طالبو "امحانا" للسياسة الاقتصادية للحكومة فحسب بل كت ايضا امتحانا لليسار. فلقد خاضوا معال طالبو وحدهم وخسروا. و خانهم الاصدقاته التريفون: فلميت الحكومة المعالي البرجوازية الحوب الاشتراكي و الشيوي نفس الدور مساندين ميسيران، و قد لعب كذا هذا الدور كل من قيادات س. ج. ت. و س. ف. د. ت. و ذلك لصالح الستالينين و السوسيال ديوقراط، و في اخر سلسلة الخيانة، نجد "اليسار المتطرف" المستعان و الذي كان تحت اذن عماله الراسمال العمال "و فالشيء الضروي لكسب الاتصال هو الحزب النوب. فهو الوحيد الذي قال الحقيقة من يادى الامر في ما يخص حكومة ميران و بهذا الشكل كان متحضرا لتنظيم الصراع الطبقي ضد هاته الحكومة في مسيرة" طالبو و المعاجرين" يوم ١٤ جانفي، تادت الرابطة التروتسكية: العمال الفرنسيون و المعاجرون قاطعوا مع ميران و عماله اليسار الذين قاموا بتصفية اضراب طالبو" فقد حاولوا منظمات "اليسار

نهاية الاضراب.

يجب صرف وسع اضراب

فمنذ بداية الاضراب وزوت العديد من منظمات "اليسار التطرفي" الكثير من المناشير السياسية للزينة حول اضراب طالبو. ما الرابطة التروتسكية فقد سمعت الى وسائل ملموسة لتوسيع الاضراب و كسب مفاصلين نقابيين لخوض نضالات توية ضد الجهة الشعبية. ففي معمل رونو كلايون نظم رفيقا وندا موحدا مكونا من نقابيين س. ج. ت. و عمالا غير منخرطين في النقابة. و قد وصل الوفد الى معمل طالبو بواشي يوم ٩ اديسمبر لتعبيره على المساندة للعمال للمعاجرين المضربين. و قد سرح جيل كازان في رسالة وزوت الى عمال كلايون (باللغة المهرية و الفرنسية من طرف الرابطة التروتسكية) قائلا فيها يجب انتخاب لجنة اضراب لغاية اضراب عام يشمل معامل السيارات و ذلك بتوسيع الاضراب الى الصناعات التي لها صلة بالسيارات، مثل صناعة الحديد و المواصلات، و ذلك الاضراب حلالا في رونو كلايون مدة ٢٤ ساعة يمكن بذلك الحدور لا خراب قومي للمعامل السيارات، من س. ل. خارج معمل طالبو بواشي، - احتلال المعمل والدفاع الذاتي بواسطة حواجز بشرية ضد الاعتقال الكامل الذي قرره ارباب ييجو، و ذلك للتصميل على جميع الحقوق الوطنية للمعاجرين.

وفي الواقع كانت الرابطة التروتسكية هي المنظمة الوحيدة التي جعلت صلة بين هجوم الحكومة و ارباب المعمل ضد عمال طالبو من جهة و حملة الربب المعنصوب من طرف البوليس و الفاشيست ضد المعاجرين من جهة اخرى في التسعة اشهر الماضية. ففي اتساع الاضراب، في ملحق جبهة البلاشفة (١٢ ديسمبر ١٩٨٣) نغرا ما يلي: "توزب الحكومة و الراسمالون جعل العمال المعاجرين في صنف طبقي منخفض و من غير حقوق مستغلا استغلالا كاملا حتى يمكن استعمالهم ضد العمال الفرنسيين و عكس ذلك و هاهو تصاعد الطرد و المراقبة البوليسية و ضرب و جزر المعاجرين. و في ذاك الحين يتواصل طرد العمال من المعامل...". فبعد ضرب العمال المعاجرين فهي الطبقة المعالية كلها التي سيسلمها الطرد، فيجب ان لا يبقى طالبو معزول (٠٠٠) - للاضراب العام في جميع معامل السيارات ضد الطرد و ايقاف الحملة المنصوية (٠٠٠). ف ضد التمييز المعنصوب و الجنسي و سياسة التقسيم بين العمال فيجب طلب اجور مساوية لاعمال مساوية - و كذلك جميع الحقوق الوطنية للمعامل المعاجرين. و تتادي كذلك الرابطة التروتسكية بتكوين فرق دافعة و تبادي بين العمال و المعاجرين. ففي مسيرة "مضوي طالبو ضد المعنصرة" يوم ١٤ جانفي كانت شعارات الرابطة التروتسكية ما يلي: "البوليس يخرج من احياه المعاجرين" و "ضد المعنصوبين و الفاشيست مليشيا عمالية". فامام الربب المعنصوب و تخريب اضراب طالبو بدأ البعض من المعاجرين بطلبية "حق الرجوع في ظروف كريمة" (و يشغل ذلك في التصميل على مبلغ مالي يساوي بعض الملايين) الى اوطانهم فوجهة النظر الانعزامية هذه كان سببها رفض مساندة الاضرابات من طرف الحركة العمالية الفرنسية و كذلك عدم الثقة في الانتصار من بين المضربين و قد كانوا ليس لهم بديل. فيمكن هذا شعار الرابطة التروتسكية هو: "الاحتاقب لا للطرد - بل لاضراب عام في معامل السيارات. لكن تعيين العدو هو شي غير كافي. فالملفروض هو البرامج لكسب الاضراب. فتعمق ازمة الراسمال الفرنسي يوما بعد يوم تحتاج الى برنامج نضال ثوري. فمن خلال اضراب عام لمعمل السيارات يجب تقديم سلسلة من المطالب ضد الطرد الذي سيضرب الملايين من العمال

